



UNIL | Université de Lausanne

Faculté des Sciences Sociales et Politiques (SSP)

Institut des Sciences Sociales (ISS)

***Le chômage des étrangers-ères en Suisse de 1991 à 2017***

Mémoire de maîtrise universitaire en sciences sociales

Présenté par : Frédéric Cornu

Directeur : Daniel Oesch

Experte : Leen Vandecasteele

Session d'automne 2019



## Remerciements

*Le présent travail de mémoire est l'aboutissement d'un parcours de cinq ans. A l'automne 2014, et au terme d'une longue réflexion, j'ai repris des études en sciences sociales et politiques à l'Unil. Cette réorientation n'aurait pas pu être possible sans l'aide de mes proches. Tout d'abord, je souhaite remercier mes parents pour leur soutien indéfectible et notamment leur enthousiasme démontré quant à mon projet de formation. Ensuite, mon épouse a été un élément fondamental tout au long de ces cinq années. Habitée aux études universitaires, elle a été un exemple pour moi et elle a su m'aider à décrypter le monde académique, ses us et coutumes. Elle m'a toujours encouragé à atteindre mes objectifs, surtout dans les moments de doute où elle a su me reconforter. Pour cela, je lui serai éternellement reconnaissant. Finalement, j'adresse un clin d'œil à mes enfants. Ils sont pour moi une source de joie et ils m'ont permis de prendre du recul quant à mes « problèmes » en lien avec mes études.*

*Je remercie aussi chaleureusement mon directeur de mémoire, Daniel Oesch, d'avoir accepté de me guider dans l'ultime exercice de mon parcours académique et de m'avoir accordé du temps pour répondre à mes questions. J'ai notamment apprécié sa capacité à trouver les « bons mots au bon moment », ce qui m'a permis de mener à son terme la présente étude. Je suis également reconnaissant envers Leen Vandecasteele, qui a accepté d'agir en tant qu'experte de mon mémoire de master. Pour terminer, les années passées à l'Unil ont été l'occasion pour moi de travailler, de discuter et de rire avec des gens formidables. En particulier, j'adresse une pensée à Éric, Natalia, Adrien et Magda.*

*Lausanne, août 2019*

## Table des matières

1 Introduction	6
2. Les immigrant-e-s dans le marché du travail suisse	8
2.1 La période 1948-1962	8
2.2 La période 1974-1984	9
2.3 La période 1985-1992	9
2.4 Les années 2000	10
3. Revue de la littérature	11
3.1 Le niveau de formation	11
3.2 La maîtrise de la langue du pays d'accueil	11
3.3 La durée du chômage	12
3.4 Le réseau social	12
3.5 Les secteurs d'activités et leurs emplois	13
3.6 L'effet du sexe	14
3.7 La durée du séjour dans le pays d'accueil	15
3.8 L'effet de l'âge	16
3.9 Le lieu de domicile et l'influence du contexte économique régional	16
3.10 La discrimination à l'embauche	17
3.11 La non-reconnaissance des compétences acquises à l'étranger	18
4. Données et méthodes	20
4.1 Données	20
4.2 Variables	21
4.3 Traitements statistiques	22
5. Résultats	24
5.1 L'évolution du taux de chômage des Suisse-sse-s et des étrangers-ères, de 1991 à 2017	25
5.1.1 L'évolution du taux de chômage selon la nationalité et le sexe	31
5.1.2 L'évolution du taux de chômage selon la nationalité et	

le niveau de formation	32
5.1.3 L'évolution du taux de chômage selon la nationalité et le lieu de domicile	33
5.1.4 L'évolution du taux de chômage selon la nationalité et la durée du séjour	34
5.1.5 Le taux de chômage selon le lieu d'obtention de la formation	35
5.2 L'effet de la nationalité sur le taux de chômage	37
5.2.1 Premier modèle explicatif du taux de chômage	37
5.2.2 Deuxième modèle explicatif du taux de chômage	39
5.2.3 La probabilité d'être au chômage prédite par le modèle 2	42
6. Discussion & conclusion	46
Bibliographie	51
Annexes	55

## **1. Introduction**

Dans les pays occidentaux, les migrant-e-s rencontrent fréquemment des problèmes d'intégration au marché du travail (Manhica, Östh, & Rostila, 2015). Au sein de l'Union Européenne, les étranger-ères font face à un taux de chômage systématiquement plus élevé que celui des citoyen-ne-s nationaux-ales (Eurostat, 2018). La tendance est similaire, bien que de moindre ampleur, en Suisse où le taux de chômage des étrangers-ères se situait à 7.5% en 2017, soit quatre points de pourcentage de plus que celui des Suisse-sse-s (OFS, 2018a) et trois points de pourcentage en dessus du taux de chômage du pays (OFS, 2018b). Cette problématique du chômage était quasiment inexistante, en Suisse, dans les années 1960 et ce taux se situait en-dessous de 1% à la suite du premier choc pétrolier du milieu des années 1970 (Flückiger, 1998). C'est dans un contexte de stagnation économique que le taux de chômage passa de 0.5% à 5% entre 1990 et 1997 (Afonso, 2005). Pendant cette décennie, le chômage des étrangers-ères était deux fois plus élevé que celui des Suisse-sse-s (Afonso, 2005). Des spécialistes ont expliqué ce phénomène par deux facteurs interconnectés. Premièrement, la politique migratoire de la Suisse a été durant plusieurs décennies axée sur le recrutement d'une main-d'œuvre étrangère peu qualifiée mais particulièrement importante pour certains secteurs économiques (Sheldon, 2015). Ces travailleurs-euses se sont installés ensuite progressivement de façon permanente en Suisse dès la fin des années 1960 (Afonso, 2005). Vingt ans plus tard, près de 50% de la main-d'œuvre étrangère avait pour formation l'école obligatoire (Flückiger, 1998). Ce rapport s'est toutefois modifié dès les années 2000 avec une part minoritaire de migrant-e-s peu qualifié-e-s (Sheldon, 2015). Deuxièmement, une baisse de la demande en travail peu qualifié a eu pour conséquence de toucher durement la population active étrangère puisqu'en 2003, 41% des chômeurs-euses n'avait pas la nationalité suisse (Afonso, 2005). Encore aujourd'hui, la situation sur le marché du travail d'une partie des migrants reste difficile alors que la Suisse connaît en parallèle un afflux migratoire d'individus hautement qualifiés (Wanner & Steiner, 2018).

Les objectifs de la présente étude sont de mettre en lumière l'évolution du taux de chômage des étrangers-ères et de savoir quel est l'effet de la nationalité dans l'explication du chômage en Suisse. En effet, les étrangers-ères ne sont pas

affecté-e-s de la même manière par le chômage selon leur provenance géographique. Plusieurs études ont montré qu'il existe de grandes différences dans les taux de chômage des ressortissant-e-s des pays riches et de ceux et celles des pays pauvres. Les étrangers non européens, comme les Africain-e-s, les Asiatiques ou les Latino-Américain-e-s, affichent des taux de chômage plus élevés que les Suisse-sse-s et les Européen-ne-s (Haug, 2005 ; Wanner, 2004) et il leur faut davantage de temps que les Suisse-sse-s pour sortir du chômage (Weber, 2006). En particulier, les ressortissant-e-s de l'Ex-Yougoslavie (Fibbi & al., 2006) et des pays non-européens connaissent des durées de chômage longues (Auer & al., 2016). Néanmoins, le chômage des étrangers-ères n'est pas réductible à la nationalité et d'autres facteurs explicatifs entrent en ligne de compte tels que le niveau de formation, la maîtrise de la langue du pays d'accueil, la durée du séjour dans le pays d'accueil ou encore d'éventuelles discriminations à l'embauche de la part des employeurs. A partir des résultats de diverses études, nous formulons les questions de recherche suivantes : Comment ont évolué les taux de chômage des Suisse-sse-s et des différents groupes d'étrangers-ères entre 1991 et 2017 ? Quel est l'effet de la nationalité sur le taux de chômage suisse ? Quelles sont les probabilités de connaître le chômage selon la nationalité, le niveau de formation et la région de domicile ?

Nous répondons à ces questions en utilisant les données de l'enquête suisse sur la population active (ESPA) menée par l'OFS. Dans un premier temps, nous montrons l'évolution du taux de chômage en Suisse pour une sélection de nationalités. Dans un deuxième temps, nous rendons compte du poids des différents variables dans l'explication du taux de chômage.

Dans la prochaine section, nous revenons sur le lien entre l'immigration et le marché du travail en Suisse. La section 3 est consacrée à une revue de la littérature sur la thématique du chômage des étrangers. La section 4 présente les données et les méthodes que nous utilisons pour mener à bien notre étude. Nous présentons ensuite nos résultats dans la section 5. Finalement, nous concluons en discutant nos résultats dans la section 6.

## **2. Les immigrants dans le marché du travail suisse**

La Suisse est un grand pays d'immigration. En proportion de sa population totale, elle est le pays comptant le plus d'immigrant-e-s en Europe (Piguet, 2013), celles-ci et ceux-ci représentant 25% de la population résidente permanente (OFS, 2019). La politique migratoire de la Suisse se caractérise par le lien étroit qu'elle entretient avec les besoins de l'économie en matière de main-d'œuvre (Auer, Bonoli, & Fossati, 2016). En effet, comme nous le verrons dans les prochaines lignes, cette politique a essentiellement visé à surmonter des problèmes de recrutement de la main-d'œuvre, qu'elle soit peu qualifiée, jusque dans les années nonante (Sheldon, 2010), ou alors hautement qualifiée comme c'est le cas depuis les années deux-mille (Wanner & Steiner, 2018). Dans la suite de cette section, nous donnons des points de repères quant à l'évolution de l'immigration en Suisse au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale. Pour ce faire, nous reprenons en grande partie une recherche de Piguet (2013) et nous répartissons sur quatre périodes distinctes les faits marquants de l'immigration en Suisse pendant les septante dernières années. Cela nous permet de fixer un cadre autour de l'objet principal de notre rapport qui est le chômage des étrangers en Suisse.

### *2.1 La période 1948-1962*

Au terme de la Deuxième Guerre Mondiale, la Suisse, qui a été relativement peu touchée par le conflit d'un point de vue matériel, doit faire face à une importante demande nationale et internationale (Piguet, 2013). Or, le pays n'a pas la main-d'œuvre nécessaire pour satisfaire les besoins des consommateurs-trices et doit donc se tourner vers l'étranger (Piguet, 2013). C'est dans cet optique qu'en 1948, la Suisse signe un accord avec l'Italie afin de pouvoir importer un nombre massif d'ouvriers, dont la plupart sont des saisonniers, et ainsi satisfaire aux besoins de l'économie (Piguet, 2013). En 1949, ce sont des Allemandes et des Autrichiennes qui viennent apporter leur force de travail (Piguet, 2013). En 1961, la Suisse signe un accord avec l'Espagne afin de bénéficier de l'apport de ses ressortissant-e-s. Pendant ces années, la politique migratoire est basée sur la flexibilité de la main-d'œuvre étrangère, c'est-à-dire qu'elle s'adapte aux besoins du marché du travail (Afonso, 2005) et en particulier dans les domaines



de l'industrie et de l'agriculture (Piguet, 2013). Durant cette période d'immigration massive, « l'idée force » sous-jacente était que les travailleurs-euses étrangers-ères n'étaient en Suisse que de manière temporaire (Piguet, 2013).

## *2.2 La période 1974-1984*

Après une décennie entre 1963 et 1973 caractérisée par des craintes d'inflation et de surpopulation étrangère, les années 1974-1984 sont tout d'abord marquées par un ralentissement de l'immigration puis par un solde migratoire négatif entre 1974 et 1979 (Piguet, 2013). Ceci s'explique principalement par la crise pétrolière du milieu des années 1970 qui fait qu'une proportion importante de travailleurs étrangers est renvoyée dans leurs pays d'origine afin d'amortir ce choc économique (Piguet, 2013). Entre 1974 et 1977, près de 10% des emplois en Suisse sont supprimés -dont près de 70% sont occupés par des étrangers-ères (Piguet, 2013). Malgré la crise économique, la Suisse peut maintenir un taux de chômage bas (aux environs de 0.70%) en renvoyant les étrangers-ères au bénéfice de permis de travail précaires (Afonso, 2005). Mais à partir du début des années huitante, les entreprises commencent à exprimer des besoins renouvelés de main-d'œuvre étrangère.

## *2.3 La période 1985-1992*

Les années huitante marquent certains changements dans la politique migratoire suisse. Tout d'abord, le recrutement de la main-d'œuvre étrangère est principalement dirigé vers des migrant-e-s peu qualifié-e-s et destiné-e-s à travailler dans les domaines de l'agriculture, de la construction et de l'hôtellerie/restauration (Murphy & Oesch, 2018 ; Piguet, 2013 ; Sheldon, 2015). Ensuite, le contexte international et économique modifie les rapports de force entre certains pays exportateurs de migrant-e-s et la Suisse. Les premiers, connaissant un développement économique soutenu, exigent que la Suisse délivre des permis d'établissement à leurs travailleurs-euses étrangers-ères (Piguet, 2013). Par conséquent, des migrant-e-s relativement peu qualifié-e-s obtiennent des permis plus stables (Afonso, 2005). Un ralentissement économique au début des années nonante provoque une augmentation du taux de chômage suisse (Piguet, 2013). Les migrant-e-s, dont près de 60% détiennent

un permis de séjour (Afonso, 2005), sont durement touché-e-s par le chômage (Flückiger, 1998), ce qui est révélateur « d'une inadéquation croissante entre les qualifications demandées et celles offertes par les demandeurs d'emploi » (Sheldon, 2010, p. 18). Toutefois, peu d'immigrant-e-s touché-e-s par le chômage retournent dans leurs pays d'origine (Piguet, 2013).

#### *2.4 Les années 2000*

A partir des années 2000, la politique migratoire connaît un tournant avec un recrutement axé sur des migrant-e-s hautement qualifié-e-s (Murphy & Oesch, 2018). Ce changement est principalement dû aux demandes des entreprises suisses qui ne trouvent pas suffisamment de diplômé-e-s du tertiaire parmi les individus scolarisés en Suisse (Wanner & Steiner, 2018). Dans les faits, ce changement de profil migratoire s'observe de deux manières. Premièrement, la migration hautement qualifiée a représenté plus de 50% des entrées en Suisse en 2014, alors qu'elle en représentait 33% au début des années nonante (Wanner & Steiner, 2018). Deuxièmement, le profil éducationnel des migrant-e-s vivant en Suisse s'est modifié. En 1990, la moitié d'entre eux et d'entre elles avaient des formations modestes et moins de 20% avaient un diplôme du secondaire. En 2015, la tendance s'est inversée : plus de 50% des étrangers-ères vivant en Suisse ont un diplôme du tertiaire et moins de 20% ont une formation s'arrêtant à l'école obligatoire (Sheldon, 2015). Malgré ces changements tant dans la politique migratoire suisse que dans le niveau de qualification de la population étrangère résidente en Suisse, le taux de chômage des migrant-e-s en Suisse reste supérieur à celui des autochtones en ce début du vingt-et-unième siècle (Lalive & Lehmann, 2017).

### **3. Revue de la littérature**

Il existe un grand nombre d'études couvrant le thème du chômage des migrant-e-s. Ces travaux mettent en exergue que ce phénomène n'est pas dû à une seule mais à plusieurs causes (Cervený & van Ours, 2013 ; Widmer, 2005) qui dans certains cas, peuvent s'influencer entre elles (Chiswick, 2008 ; Drinkwater, 2017). En d'autres termes, expliquer le chômage des étrangers-ères est difficile. Nous revenons sur ces différents facteurs explicatifs dans la présente section.

#### *3.1 Le niveau de formation*

Le niveau de formation des individus est un prédicteur précis du risque de tomber au chômage. En l'occurrence plus un individu a un niveau de formation élevé et moins grand sera le risque de connaître le chômage (Auer & al., 2019 ; Drinkwater, 2017 ; Widmer, 2005). En Suisse, le niveau de formation des étrangers-ères est en moyenne plus bas que celui des Suisse-sse-s (Afonso, 2005; Auer & al., 2019 ; Flückiger, 1998 ; Haug, 2005), ce qui génère pour les premiers-ères un risque accru de chômage lors de ralentissements économiques (Wanner, 2004). Toutefois, des disparités en termes de formation existent entre les étrangers-ères selon leur origine. Ainsi, les Allemand-e-s, les Français-e-s ou encore les Nord-Américain-e-s tendent à être plus formés que les citoyen-ne-s suisses et les autres groupes de migrant-e-s (Widmer, 2005). A l'opposé, les Européen-ne-s du Sud affichent des niveaux de formation plus modestes que les Suisses et les Suissesses (Wanner, 2004). Il est aussi à souligner qu'à diplôme égal, les étrangers-ères ont une plus grande difficulté à rentabiliser leurs qualifications que les autochtones, ce qui se traduit par un risque plus élevé de connaître le chômage (Diem & Wolter, 2014 ; Widmer, 2005). Par conséquent, un niveau de formation élevé tend plutôt à protéger les Suisse-sse-s que les étrangers-ères (Weber, 2006).

#### *3.2 La maîtrise de la langue du pays d'accueil*

La maîtrise de la langue du pays d'accueil -qui est une composante du capital humain, sur lequel nous revenons en fin de section- se révèle fondamentale sur les performances sur le marché du travail, c'est-à-dire sur le salaire et sur le statut de l'emploi et donc sur le risque de chômage (Auer, 2017 ; Chiswick, 2008 ;

Drinkwater, 2017). La capacité de comprendre et de communiquer dans la langue du pays d'accueil se révèle fondamentale quel que soit le secteur d'occupation (Auer, 2017). Il ressort de diverses études que les immigrants ont souvent des lacunes quant à la langue du pays d'accueil (Cervený & van Ours, 2013), ce qui peut se traduire par des difficultés sur le marché du travail, avec notamment un risque accru de chômage (Auer, 2017 ; Chiswick, 2008). Parmi les immigrants ne maîtrisant pas la langue nationale, les plus touchés par le chômage sont ceux qui sont le moins formés (Thomsen, Gernandt, & Aldashev, 2008). Ces résultats sont néanmoins nuancés dans une recherche menée aux Pays-Bas et qui montre que la non-maîtrise du néerlandais n'exerce pas forcément un effet néfaste sur la probabilité d'avoir un emploi (Yao & van Ours, 2015). Cependant, des différences selon le sexe sont visibles puisque les femmes, qui ont une plus grande probabilité que les hommes de travailler dans des métiers non-manuels, tendent à connaître le chômage si elles ne parlent pas la langue du pays d'accueil (Yao & van Ours, 2015).

### *3.3 La durée du chômage*

Le taux de chômage « est égal au produit entre le taux d'entrée au chômage et la durée du chômage » (Flückiger & Vassiliev, 2002, p. 388). Autrement dit, le stock de chômeurs est directement influencé par la durée du chômage (Drinkwater, 2017 ; Uhlendorff & Zimmermann, 2006), ce qui signifie que plus un ensemble d'individus reste au chômage et plus le taux de ce dernier sera élevé (Bigotta, 2018). Les étrangers-ères tendent à connaître des périodes de chômage plus longues que les autochtones (Drinkwater, 2017 ; Uhlendorff & Zimmermann, 2006 ; Weber, 2006). Néanmoins, les étrangers-ères constituent un groupe hétérogène et par conséquent, certains groupes nationaux expérimentent des durées de chômage plus élevées. C'est notamment ce que montre une étude réalisée dans le canton de Vaud où les Ex-Yougoslaves et les citoyen-ne-s non-européen-ne-s vivent des durées de chômage plus élevées (Auer, Bonoli, & Fossati, 2016). Plusieurs facteurs peuvent expliquer la durée du chômage : la taille et la qualité du réseau social, la discrimination à l'embauche (Fibbi & al., 2006) ou encore l'état de santé (OCDE, 2014).

### *3.4 Le réseau social*

Le réseau social revêt une importance particulière dans la recherche d'un emploi puisqu'il joue le rôle de vecteur d'informations sur des places de travail vacantes (Korpi, 2001). Dans le cas de chômeurs, plus ce réseau est étoffé et plus courte sera la durée du chômage (Auer & al., 2016 ; Bonoli, et al., 2014 ; Korpi, 2001), ce qui a pour conséquence de baisser le stock de chômeurs et donc le taux de chômage. Suivant le phénomène d'homophilie, le réseau social d'un individu se compose principalement d'amis ou de connaissances ayant des profils socio-économiques similaires (Bonoli & Turtschi, 2015). Par conséquent, les individus étant défavorisés sur le marché du travail, comme les immigrant-e-s ou les travailleurs-euses peu qualifié-e-s, ont fréquemment des réseaux composés d'amis ayant les mêmes difficultés (Bonoli & Turtschi, 2015). Ainsi, des migrant-e-s peuvent courir le risque d'être bloqués dans des métiers peu qualifiés (Bonoli & Turtschi, 2015). Le réseau social de certains groupes nationaux, comme les Ex-Yougoslaves, est plus souvent composé d'amis et de connaissances de la même origine et ayant des taux d'emplois plus faibles que les Suisse-sse-s (Bonoli & al., 2014). Ce constat s'applique également aux Portugais-e-s et à des immigré-e-s non-européen-ne-s (Auer & al., 2016 ; Bonoli & Turtschi, 2015). Toutefois, malgré une « qualité » du réseau social inférieure aux Suisse-sse-s, les Portugais-e-s ne font pas face à des durées de chômage plus élevées (Bonoli & Turtschi, 2015). Dans un étude menée en Allemagne, Lancee (2012) souligne que les étrangers-ères n'ont pas uniquement un réseau social composé de leurs concitoyen-ne-s. Être en contact avec des natifs-ves a pour effet d'offrir un accès à des ressources spécifiques au pays d'accueil, comme par exemple, l'obtention d'une aide pour traduire des offres d'emploi (Lancee, 2012). Pour celles et ceux entretenant des contacts fréquents avec la population autochtone, le risque de connaître le chômage s'amenuise (Lancee, 2012).

### *3.5 Les secteurs d'activité et leurs emplois*

Les différents secteurs économiques sont touchés par divers phénomènes posant un certain nombre de questionnements sur les impacts qu'ils peuvent avoir sur l'emploi. Premièrement, les fluctuations économiques se font sentir de façon différenciée selon les secteurs. Ainsi, les domaines de la construction et de l'hôtellerie/restauration sont particulièrement touchés par des variations

saisonniers (Afonso, 2005). Ces secteurs se caractérisent aussi par leurs besoins en main-d'œuvre faiblement qualifiée, qui est essentiellement constituée par des migrant-e-s. Deuxièmement, depuis les années nonante, la Suisse -comme d'autres pays occidentaux- a vu sa structure de l'emploi évoluer. Dès lors, entre 1991 et 2008, les emplois nécessitant peu de qualifications ont eu tendance à diminuer tandis que les emplois hautement qualifiés ont augmenté (Oesch & Rodríguez Menés, 2011). Néanmoins, ce changement structurel n'a pas entraîné une augmentation du taux de chômage de la population peu qualifiée, cette dernière affichant même des taux d'emploi relativement élevés (Oesch, 2013). En dépit des changements structurels, le taux de chômage des moins qualifiés est resté stable en Suisse et cela pour diverses raisons. Tout d'abord, ce sont principalement les professions se trouvant au milieu de la structure de l'emploi qui ont diminué. Les emplois peu qualifiés comme les services aux autres personnes ont été peu touchés (Oesch & Rodríguez Menés, 2011). Certaines professions peu qualifiées (par exemple des postes de manœuvre dans les domaines de l'agriculture et de la construction) ont même dû recourir à l'immigration afin de satisfaire leurs besoins en personnel (Zufferey & al., 2016). Ensuite, certain-e-s travailleurs-euses peu qualifié-e-s provenant de secteurs tels que la construction ont pu faire valoir des problèmes de santé et ainsi bénéficier de rentes invalidités (Oesch, 2013).

### *3.6 L'effet du sexe*

Si nous considérons uniquement la population féminine, les étrangères tendent à être touchées plus fortement que les Suissesses par le chômage (Milewski & al., 2018), souvent sur des durées dépassant les douze mois (Haug, 2005). Les femmes migrantes sont touchées par les mêmes facteurs que l'ensemble des étrangers et que nous relevons dans cette section. Par conséquent, la situation des migrantes sur le marché du travail varie selon le pays d'origine, le niveau de formation et le lieu où cette formation a été réalisée, le revenu du partenaire ou encore la situation familiale (Milewski & al., 2018). Dans ce dernier cas, être à la tête d'un ménage monoparental va de pair avec une plus forte insertion sur le marché du travail (Wanner & al., 2005). Toutefois, une étude réalisée en Allemagne vient nuancer ce dernier point car elle montre que la présence d'enfants en bas âge augmente la probabilité de rester au chômage (Uhlendorff

& Zimmermann, 2006). En Suisse, il a été observé que les migrantes avec des enfants et avec un niveau de formation élevé tendent à avoir une plus grande participation au marché du travail (Wanner & al., 2005). Aussi, dans le cas des étrangères en couple, si l'épouse a un niveau de formation plus élevé que son ou sa partenaire, elle tendra plutôt à participer au marché du travail (Wanner & al., 2005). La durée du séjour -que nous développons dans le paragraphe suivant- exerce un effet sur les migrantes récentes, dans le sens où elles connaissent plus de difficultés à intégrer le marché du travail que celles ayant quelques années de résidence en Suisse (Wanner & al., 2005).

### *3.7 La durée du séjour dans le pays d'accueil*

La durée du séjour dans le pays d'accueil a un effet sur le taux de chômage. Chiswick et collaborateurs (1997) montrent un lien direct entre la durée du séjour et le risque de chômage. En l'espèce, les migrant-e-s arrivé-e-s récemment dans la société d'accueil ont une plus grande probabilité de connaître un épisode de chômage que celles et ceux vivant dans le pays d'adoption depuis plusieurs années. Après plusieurs années de résidence, le risque de chômage diminue fortement. Plusieurs études nuancent ce qui précède puisqu'elles mettent en avant un effet indirect de la durée du séjour sur le taux de chômage. Le principal mécanisme identifié est que la durée du séjour influe sur le capital humain et qui va en contrepartie jouer un rôle sur le risque de tomber au chômage. Ainsi, plus le séjour dans le pays d'accueil est long et meilleur seront, par exemple, les connaissances linguistiques (Chiswick & Miller, 2014 ; Thomsen, Gernandt, & Aldashev, 2008). De plus, si un-e- migrant-e anticipe un séjour relativement court dans la société d'accueil, sa motivation à apprendre la langue nationale peut diminuer (Chiswick & Miller, 2014). La durée du séjour a aussi une influence sur l'acquisition de compétences spécifiques au pays d'accueil. En l'occurrence, plus un séjour est long et plus ces compétences vont se développer et ainsi contribuer à réduire le risque de chômage (Basilio & al., 2017). L'effet de la durée du séjour est aussi influencé par l'âge à l'arrivée dans le pays d'accueil, qui a un effet sur les performances des immigrants sur le marché du travail (Drinkwater, 2017). Ainsi, plus un individu arrive jeune et plus il passera du temps dans le système éducatif du pays d'accueil et plus il pourra, par exemple, maîtriser la langue du pays d'accueil, ce qui augmentera la probabilité

d'obtenir de bonnes performances sur le marché du travail (Drinkwater, 2017). A contrario, lorsqu'un-e migrant-e arrive à l'âge adulte, le risque de connaître le chômage augmente (Haug, 2005).

### *3.8 L'effet de l'âge*

En Suisse, le chômage affecte les individus de façon différenciée selon leur âge. Selon le SECO (2018a), les « 25-49 ans » ont le taux de chômage le plus élevé en 2016 avec 3.6%. Ils sont suivis par les « 15-24 ans » et les « 50 ans et plus » avec respectivement 3.4% et 2.8%. Cependant, les individus âgés de plus de cinquante ans sont particulièrement touchés par un chômage de longue durée. En 2017, plus de 27% des demandeurs d'emploi de cette catégorie d'âge étaient au chômage depuis plus d'un an (SECO, 2018b). L'effet de l'âge sur la probabilité d'être au chômage est plus marqué pour les étranger-ères que pour les citoyen-ne-s suisses (Weber, 2006 ; Widmer, 2005). Cette différence se fait particulièrement sentir pour les chômeurs-euses les plus jeunes et ceux et celles en fin de carrière professionnelle (Widmer, 2005). Néanmoins, l'âge en lui-même est un facteur à relativiser car des études montrent que d'autres variables lui sont associées. Dans le cas des travailleurs âgés, des phénomènes de discrimination de la part des employeurs peuvent avoir un effet (Corréa & al., 2017). En particulier, des stéréotypes quant à de supposées capacités physiques et cognitives réduites en raison de l'âge peuvent rallonger la durée du chômage des travailleurs-euses dit-e-s seniors (Levasseur, 2008). Parmi la population de « 15-24 ans », des difficultés pour entrer sur le marché peuvent aussi être liées à des préjugés touchant les jeunes de certaines origines nationales (Imdorf & Seiterle, 2015).

### *3.9 Le lieu de domicile et l'influence du contexte économique régional*

Des études montrent que le lieu de domicile n'est pas sans effet sur la probabilité de connaître le chômage. Des disparités régionales de chômage sont existantes en Suisse (Feld & Savioz, 2000) puisque les cantons de Genève, de Vaud et du Tessin affichent des taux de chômage comparativement élevés (Antonini, 2018 ; Weber, 2006). Au contraire, le Valais et des cantons alémaniques affichent de taux de chômage plus bas (Antonini, 2018 ; Feld & Savioz, 2000). La conjoncture économique cantonale, et en particulier des périodes de récession,



peuvent augmenter la probabilité de connaître le chômage (Flückiger & Vassiliev, 2002). Pour les étranger-ères, le risque d'être sans emploi augmente selon le taux de chômage du canton de résidence (Widmer, 2005). Toutefois, une période de crise économique, avec un haut taux de chômage, n'affecte pas plus durement les étrangers-ères que les natifs-ves : en termes relatifs, les écarts entre les uns et les autres restent modestes, bien qu'en termes absolus le taux de chômage des deuxièmes soit plus élevé que celui des premiers-ères (Cervený & van Ours, 2013). Néanmoins, Drinkwater (2017) relève que les migrant-e-s peu qualifié-e-s sont davantage touché-e-s par le chômage lors de ralentissements économiques que les autochtones ayant le même profil. Ces études mettent donc en évidence l'effet de la conjoncture économique régionale sur le chômage des étrangers. De leur côté, Flückiger & Vassiliev (2002) constatent le phénomène inverse : dans le canton de Genève, la présence d'une main-d'œuvre étrangère tend à augmenter le chômage cantonal.

### *3.10 La discrimination à l'embauche*

Widmer (2005) relève qu'une partie du différentiel de chômage entre les Suisse-sse-s et les étranger-ères est attribuable à des discriminations à l'embauche de la part des employeurs. Selon (Fibbi & al., 2006), la discrimination par les employeurs est un phénomène d'envergure en Suisse. Ainsi, des migrant-e-s connaissent des difficultés sur le marché du travail, notamment à cause de stéréotypes liés à la nationalité (Drinkwater, 2017 ; Widmer, 2005). Ceux-ci sont attribués à une distance sociale perçue comme importante par rapport à un candidat-e (Ebner & Helbling, 2016). La discrimination à l'embauche tend à augmenter la durée du chômage des migrants (Auer & Fossati, 2016). En outre, elle ne touche pas tous les types de travail de la même façon. En effet, elle est plus fréquente parmi les postes qualifiés où les migrants connaissent des chances d'accès plus faibles que les autochtones. (Auer & Liechti, 2019). Les migrant-e-s ne sont pas non plus tous touché-e-s de la même manière par les pratiques discriminatoires selon leur origine. Les ressortissant-e-s, et plus particulièrement les hommes, d'Ex-Yougoslavie ou encore de Turquie sont plus touchés par ce phénomène, ce qui débouche sur des risques accrus de chômage (Auer & al., 2019 ; Fibbi & al., 2006). Perçus comme culturellement différents il y a quelques années, les Italien-ne-s et les Espagnol-e-s tendent à être moins touché-e-s par la

discrimination (Auer, & al., 2019). Les risques de chômage sont également supérieurs pour certain-e-s migrant-e-s de deuxième génération, alors qu'ils et qu'elles sont au bénéfice de compétences linguistiques et académiques similaires à celles des jeunes Suisses et Suissesses (Fibbi & Wanner, 2006).

### *3.11 La non-reconnaissance des compétences acquises à l'étranger*

Des employeurs peuvent ne pas prendre en considération des candidat-e-s étrangers-ères car ils ne reconnaissent pas les diplômes et les expériences acquises dans le pays d'origine (Drinkwater, 2017). Il s'agit donc d'un problème de transférabilité du capital humain obtenu à l'étranger. La prise en compte de cette non-transférabilité est de première importance pour la compréhension des difficultés que rencontrent les individus sur le marché du travail (Widmer, 2005). Le capital humain est constitué par le niveau de formation, la maîtrise de la langue et les compétences acquises par la pratique professionnelle. Dans le cas des migrant-e-s, cette notion de capital humain doit être également mise en relation avec celle de distance sociale qui est un « sentiment subjectif de proximité avec des individus définis comme appartenant à différentes catégories » (Ebner & Helbling, 2016, p. 438). La résultante est que plus la distance social est perçue comme étant grande et plus un individu sera désavantagé dans la société d'accueil (Ebner & Helbling, 2016). Dès lors, de nombreuses études se sont focalisées sur la portabilité (ou transférabilité) du capital humain (Chiswick, 2008 ; Thomsen & al., 2008 ; Warman & al., 2015) et ont démontré que de nombreux-euses migrant-e-s éprouvent des difficultés à faire reconnaître leur capital humain acquis à l'étranger. En l'occurrence, certaines compétences utiles dans le pays d'origine ne le sont plus dans le pays d'accueil (Drinkwater, 2017). Ces difficultés débouchent sur des salaires moindres, des taux d'emploi moins élevé ou encore des emplois sous-qualifiés par rapport aux niveaux des diplômes (Sanromá & Ramos, 2008 ; Warman & al., 2015 ; Weins, 2010).

Des problématiques identiques sont relevées en ce qui concerne la formation et l'expérience professionnelle acquises à l'étranger. Ainsi, un niveau de développement économique et/ou une culture proche au pays d'accueil tendent en général à faciliter les performances des migrant-e-s sur le marché du travail

puisque leurs formations et leurs expériences antérieures sont prises en compte (Sanromá & Ramos, 2008). Dans le cas d'individus provenant de pays éloignés culturellement au pays d'accueil, il est en revanche fréquent d'assister à des sortes de rétrogradation professionnelle. Dans ce cas, ces personnes occupaient des postes qualifiés dans leur pays d'origine auxquels elles ne peuvent prétendre dans le pays d'accueil (Warman & al., 2015).

## **4. Données et méthodes**

### *4.1 Données*

Les données analysées dans le cadre du présent rapport proviennent de l'enquête suisse sur la population active (ESPA) et couvrent les années allant de 1991 à 2017. Depuis 1991, l'ESPA est conduite par l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur une base annuelle auprès de la population résidant en Suisse de façon permanente (OFS, 2018a). De 1991 à 2009, l'ESPA, qui est aujourd'hui un panel rotatif à quatre vagues, était menée durant le deuxième trimestre de chaque année et les répondant-e-s étaient interrogé-e-s durant cinq années consécutives (OFS, 2017). Afin de rendre l'enquête compatible à la réglementation de l'Union Européenne (UE), son déroulement a été modifié à partir de 2010. Depuis cette année-là, l'ESPA est menée continuellement durant toutes les semaines d'une année civile, ce qui signifie que les participant-e-s répondent au questionnaire quatre fois en quinze mois (OFS, 2017).

Depuis 2003, l'ESPA est composée d'un échantillon standard qui est représentatif de la population résidant en Suisse et d'un échantillon additionnel constitué uniquement d'étrangers-ères (OFS, 2017). En 2017, l'échantillon standard comprenait 105'000 individus et l'échantillon étrangers en comptait 21'000.

Les thèmes abordés dans les questionnaires ont trait à la situation sur le marché du travail (p.ex., situation professionnelle, chômage, revenu de l'emploi, etc.), sur la formation (notamment la formation continue), sur la structure du ménage et sur des aspects démographiques comme la nationalité ou encore l'état civil (OFS, 2018a). Les participant-e-s à l'enquête sont âgé-e-s de quinze ans et plus (OFS, 2017).

Dans le cadre de notre étude, nous travaillons sur vingt-sept échantillons composés des personnes actives en Suisse, c'est-à-dire les individus ayant un emploi et les chômeurs-euses au sens du BIT. Cette catégorie regroupe « les personnes âgées de 15 à 74 ans, qui n'étaient pas actives occupées<sup>1</sup> au cours de

---

<sup>1</sup> La catégories des actifs-ves occupé-e-s regroupent des personnes de 15 ans et plus, qui ont travaillé lors de la semaine de référence « au moins une heure contre rémunération, ou qui, bien

la semaine de référence, et qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes, et qui étaient disponibles pour travailler » (OFS, 2018d, p. 3). Nos vingt-sept échantillons ont des tailles variables. En effet, l'ESPA, depuis ses débuts en 1991, a progressivement augmenté le nombre de personnes interrogées. Par conséquent, nos échantillons comptent entre 10'000 et 12'000 observations durant les années 1991 à 2001. Les effectifs commencent à augmenter dès 2002, avec plus de 20'000 répondant-e-s, et depuis 2003, ils oscillent entre 30'000 et 45'000 observations.

#### *4.2 Variables*

Notre variable dépendante est intitulée « Chômage au sens du BIT » est codée « 1 » si les individus sont au chômage et « 0 » s'ils sont actifs-ves occupés.

Notre variable indépendante est la « Nationalité » et elle comprend quatorze catégories qui sont les Suisse-sse-s, les Allemand-e-s, les Italien-ne-s, les Français-e-s, les Espagnol-e-s, les Portugais-e-s, les autres Européen-ne-s de l'UE des 28, les ressortissant-e-s de l'ex-Yougoslavie, les Turcs-Turques, les Européen-ne-s hors UE, les Asiatiques, les Africain-e-s, les Latino-américain-e-s, et les citoyen-ne-s d'autres pays.

Nous utilisons dix variables de contrôle. Le niveau de formation est composé de trois catégories qui sont le « Secondaire I », le « Secondaire II » et le « Tertiaire ». La première inclut des individus s'étant arrêté ou n'ayant pas terminé l'école obligatoire ; la deuxième est constituée par des personnes ayant comme plus haut niveau de formation l'apprentissage ou le gymnase ; la troisième regroupe des gens titulaires de diplômes professionnels supérieurs ou de titres délivrés par des HES, des HEP, des universités ou des EPF.

Le lieu d'obtention de la formation est une variable s'appliquant uniquement aux étrangers-ères et qui les sépare en deux catégories. La première est constituée par celles et ceux qui ont effectué leur formation la plus élevée en Suisse. La

---

que temporairement absentes de leur travail (absence pour cause de maladie, de vacances, de congé maternité, de service militaire, etc.), avaient un emploi en tant que salarié ou indépendant, ou qui ont travaillé dans l'entreprise familiale sans être rémunérées (Office fédéral de la statistique (OFS), 2018d, p. 3).

deuxième comprend les individus ayant acquis leur formation la plus élevée à l'étranger.

La profession exercée est divisée en dix catégories d'emplois : directeurs ; professions intellectuelles et scientifiques (architectes, physiciens, etc.) ; professions intermédiaires (ambulanciers, photographes, etc.) ; employés administratifs (secrétaires, employés de bureau, etc.) ; commerçants (coiffeurs, moniteurs d'auto-école, etc.) ; agriculteurs (y compris les pêcheurs et les sylviculteurs) ; métiers de l'industrie et de l'artisanat (mécaniciens, boulangers, etc.) ; conducteur et assembleurs (ouvriers de l'assemblage, conducteurs de grue, etc.) ; professions non qualifiées (aides de ménage, aides de cuisine, etc.) ; professions militaires.

Le secteur d'emploi est composé de cinq catégories avec les services sociétaux (administration publique, activités scientifiques, enseignement, action sociale, etc.), la production (agriculture, construction, industrie manufacturière, etc.), les services aux particuliers (hôtellerie et restauration), les services aux entreprises (activités financières et immobilières, communication, etc.) et divers (activités extraterritoriales, etc.).

Le lieu de résidence comprend sept régions qui sont la région lémanique, l'espace Mitteland, la Suisse du Nord-Ouest, Zurich, la Suisse orientale, la Suisse centrale et le Tessin.

La durée du séjour sépare les étrangers-ères en quatre catégories : « moins de 4 ans en Suisse », « entre 4 ans et moins de 8 ans en Suisse », « 8 ans et plus en Suisse » et celles et ceux qui sont « Né-e-s en Suisse ».

Finalement, nos deux dernières variables de contrôle sont l'âge -qui est une variable continue- et le sexe, avec les hommes et les femmes.

#### *4.3 Traitements statistiques*

Tout d'abord, nous effectuons des analyses bivariées entre le chômage et les différentes catégories nationales que nous avons construites. Nous menons ces analyses sur les vingt-sept années de l'ESPA avec comme but de mettre en

évidence l'évolution du taux de chômage de chacune de ces catégories. Nous effectuons également des analyses mettant en relation la nationalité et certaines caractéristiques socio-démographiques des répondant-e-s, comme le sexe, le niveau de formation, la région de domicile, la durée du séjour en Suisse et le lieu d'obtention de la formation.

Ensuite, nous procédons à des analyses multivariées afin de connaître l'effet de la nationalité sur le taux de chômage entre 2012 et 2017. Notre objectif est d'une part de détecter la force de cet effet et d'autre part, d'en identifier l'évolution dans le temps. Pour ce faire, nous utilisons, dans un premier temps, un modèle de probabilité linéaire où nous cherchons à connaître l'effet brut de la nationalité sur le chômage. Dans un deuxième temps, nous intégrons nos variables de contrôle et nous testons l'effet net de la nationalité sur le chômage. Afin de rendre les résultats plus interprétables pour les lecteurs-trices, nous les retranscrivons de façon graphique.

Finalement, et en prenant comme point de départ les résultats les plus saillants de notre deuxième modèle de probabilité linéaire, nous testons plusieurs scénarios en utilisant des variables socio-démographiques. L'objectif principal de cette démarche est de connaître la probabilité qu'une personne soit au chômage selon ses caractéristiques individuelles.

## **5. Résultats**

Avant de présenter l'évolution des taux de chômage des différents groupes nationaux (entre 1991 et 2017) et de nous pencher sur l'effet de la nationalité sur le taux de chômage en Suisse, nous menons une analyse descriptive des données non pondérées pour 2017 et cela pour deux raisons. La première est que nous pouvons nous faire une idée des performances sur le marché du travail des différents groupes nationaux. La deuxième raison est que nous pouvons contrôler au sein de l'échantillon de 2017 que nous avons un nombre suffisant d'observations afin de pouvoir extrapoler nos résultats à la population des chômeurs (OFS, 2018c). En combinant ces deux informations, nous pouvons procéder à une sélection des catégories nationales sur lesquelles nous allons travailler dans la suite de notre étude.

En 2017, les données non pondérées font état d'un taux de chômage en Suisse de 4.3%. La Table 1 montre que les différents groupes nationaux connaissent des fortunes diverses sur le marché du travail. Les Suisse-sse-s et les Allemand-e-s sont ceux et celles qui ont les taux de chômage les plus bas, avec respectivement 3.1% et 3.6%. Les autres ressortissant-e-s de l'UE connaissent des taux de chômage un peu plus élevés. Les Italien-ne-s, les Espagnol-e-s et les Portugais-e-s ont des taux proches avec 5.9%, 6.2% et 6.3%. Parmi les citoyen-ne-s de l'UE, les Français-e-s sont confrontés au taux de chômage le plus élevé avec 8%. Les individus provenant de pays hors de l'UE ont des taux de chômage supérieurs à 6%. Les Ex-Yougoslaves, groupe numériquement important en Suisse, présentent un taux de 9%. Les Africain-e-s et les Latino-américain-e-s sont les deux catégories les plus fortement touchées par le chômage, avec des taux s'élevant respectivement à 21.3% et 14.4%.



Table 1 : Situation sur le marché du travail selon la nationalité - 2017 (%)

	Actifs occupés	Chômeurs	Total	N
- Suisse	96.9%	3.1%	100.0%	29'639
- Allemande	96.4%	3.6%	100.0%	3'079
- Italienne	94.1%	5.9%	100.0%	2'597
- Française	92.0%	8.0%	100.0%	1'109
- Espagnole	93.8%	6.2%	100.0%	609
- Portugaise	93.7%	6.3%	100.0%	1'638
- Autres pays de l'UE	94.1%	5.9%	100.0%	1'696
- Ex-Yougoslave	91.0%	9.0%	100.0%	1'362
- Turque	92.6%	7.4%	100.0%	244
- Européenne hors UE	89.5%	10.5%	100.0%	153
- Asiatique	89.7%	10.3%	100.0%	643
- Africaine	78.7%	21.3%	100.0%	436
- Latino-américaine	85.6%	14.4%	100.0%	354
- Autres pays	96.7%	3.3%	100.0%	181
<i>Ensemble</i>	<i>95.7%</i>	<i>4.3%</i>	<i>100.0%</i>	<i>43'740</i>

Sources : ESPA (OFS), propres calculs

En regardant les effectifs, nous constatons que certains groupes ont un nombre d'observations relativement faible, ce qui peut poser des problèmes pour l'interprétation des résultats (OFS, 2018c). En particulier, nous remarquons des effectifs faibles pour les Espagnol-e-s, les Turcs-Turques, les Européen-ne-s hors UE, les Asiatiques, les Africain-e-s, les Latino-américain-e-s et les ressortissant-e-s d'autres pays. Depuis ses débuts en 1991, l'ESPA s'est basée sur des échantillons de tailles variables. De 1991 à 2001, le nombre d'observation pour la population active oscillait entre 10'000 et 12'000. Pour les années 2002 à 2017, des échantillons plus grands ont été utilisés. Par conséquent, un problème d'extrapolation des résultats peut surtout se manifester pour la période allant de 1991 à 2001. Pour cette raison, nous utiliserons uniquement les nationalités allemande, italienne, française, portugaise et ex-yougoslave - auxquelles nous ajoutons les Suisses-sse-s comme catégorie de référence- dans la suite de notre étude.

### 5.1 L'évolution des taux de chômage des Suisse-sse-s et des étrangers-ères, de 1991 à 2017

Afin de rendre nos résultats les plus lisibles possibles, nous reportons l'évolution du taux de chômage des six groupes choisis dans deux graphiques. Le Graphique 1A affiche l'évolution du taux de chômage des Suisse-sse-s, des Italien-ne-s et

des Portugais-e-s. Le Graphique 1B illustre les taux de chômage des Allemand-e-s, des Français-e-s et des Ex-Yougoslaves. En comparant les informations contenues dans les deux graphiques, nous constatons que le taux de chômage des Suisse-sse-s est inférieur à celui des autres catégories sur l'entier de la période d'observation. Si nous prenons en compte les taux moyens allant de 1991 à 2017, celui des Suisse-sse-s est de 2.8%, celui des Allemand-e-s de 3.3%, celui des Italien-ne-s de 5.7%, celui des Français-e-s de 5.8%, celui des Portugais-e-s de 6.6% et celui des Ex-Yougoslaves de 10% (Table 2).

Table 2 : Taux moyen de chômage par nationalité (1991-2017)

	Taux moyen	Taux médian	Ecart-type
Suisses	2.8%	2.8%	0.6%
Allemands	3.3%	3.2%	1.0%
Italiens	5.7%	5.9%	1.6%
Français	5.8%	5.7%	2.5%
Espagnols	5.5%	5.2%	2.3%
Portugais	6.6%	6.9%	2.1%
Autres pays de l'UE	4.9%	4.7%	2.0%
Ex-Yougoslaves	10.0%	10.1%	2.6%

Sources : ESPA (OFS), propres calculs

Le Graphique 1A montre que le taux de chômage des Suisse-sse-s est de 1.6% en 1991 et il s'établit à 3.5% en 2017, soit une augmentation 1.9 points de pourcentage. Comparativement aux autres groupes nationaux, nous remarquons qu'il fluctue peu durant toute la période (volatilité de 0.6%), bien qu'il ait doublé en vingt-sept ans. Entre 2010 et 2017, le taux de chômage des Suisse-sse-s est même stable, puisqu'il se maintient entre 3.2% et 3.7% durant ces sept ans.

Si nous consultons le Graphique 1A, nous remarquons que les taux de chômage des Italien-ne-s et des Portugais-e-s sont plus élevés que celui des Suisse-sse-s. Le taux des Italien-ne-s connaît son niveau le plus bas à 2% (en 1991) et son niveau le plus haut à 9.1% (en 1994). En 2017, il est de 5.9%. Les Italien-ne-s se caractérisent par un taux de chômage plus volatile que celui des Suisse-sse-s (1.6%) et à aucun moment ce taux ne descend en-dessous de celui des Suisse-sse-s. En 1991, les taux suisses et italiens sont quasiment au même niveau, avec un léger avantage aux Suisse-sse-s avec un taux inférieur de 0.4 points de pourcentage. L'écart maximal est de 6.3 points de pourcentage en 1994. Entre 1995 et 2002, les taux de chômage des Italien-ne-s connaît une lente baisse qui

va culminer en 2002 avec un taux de 3.1%, soit 0.9 points de pourcentage supérieur au taux des citoyen-ne-s suisses. Il s'ensuit une nouvelle phase de hausse qui s'achève à un taux de 6.5%. En 2008, le taux a baissé d'environ 60% pour se fixer à 3.9%. Par la suite, un lent mouvement haussier démarre et s'interrompt en 2016 à un taux de 8.7%, soit 5.2 points de pourcentage plus élevés que le taux des Suisse-sse-s.

Le taux de chômage des Portugais-e-s est de 4.7% en 1991 et de 7.2% en 2017. Le taux de chômage portugais connaît de nombreuses fluctuations (volatilité de 2%). Si nous le comparons au taux suisse, le taux des Portugais-e-s est systématiquement plus élevé, sauf en 2000. Cette année est aussi celle où l'écart entre les deux taux de chômage est le plus ténu. Nous y reviendrons plus bas. L'écart est de 3.1 points de pourcentage en 1991 et s'ensuit une période de hausse du taux jusqu'à atteindre son niveau le plus haut sur la période d'observation à 10.8%, soit 8.3 points de pourcentage de plus que le taux de chômage des ressortissant-e-s suisse-sse-s. Cet écart est le plus important entre les deux taux de chômage sur la période d'observation. En 1996, le taux portugais diminue presque de moitié pour s'établir à 5.9% avant de repartir à la hausse l'année suivante. En 1997 et 1998, il connaît une courte période de stabilité à 7.9%. Dès 1999, le taux de chômage portugais entreprend un déclin très marqué qui va se terminer à 1.6% en 2000. Cette année est la seule de notre période d'observation où le taux de chômage des Portugais-e-s est inférieur (de 0.3 points de pourcentage) au taux de chômage des Suisse-sse-s. Dès l'année suivante, le taux portugais se distancie à nouveau du taux des Suisse-sse-s puisqu'il commence une nouvelle période haussière qui va se terminer par un pic de 8.4% en 2005, soit 5.2 points de pourcentage de plus que les Suisse-sse-s. Le taux des Portugais-e-s repart aussitôt à la baisse et il s'établit à 4.5% en 2007, tandis que le taux de chômage des Suisse-sse-s est de 2.7%. Pendant les six années suivantes, le taux portugais augmente progressivement. En 2013, il est de 9%.

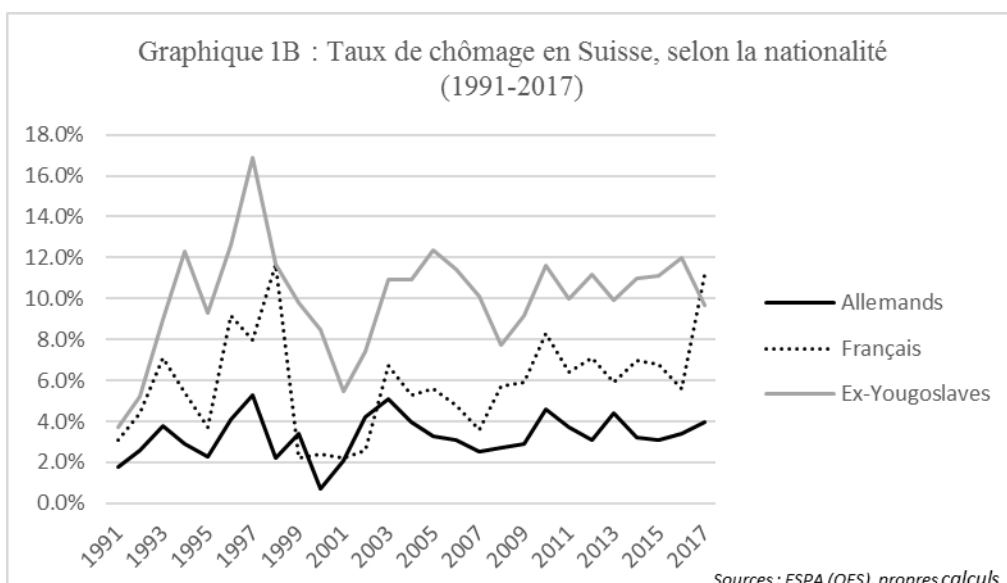
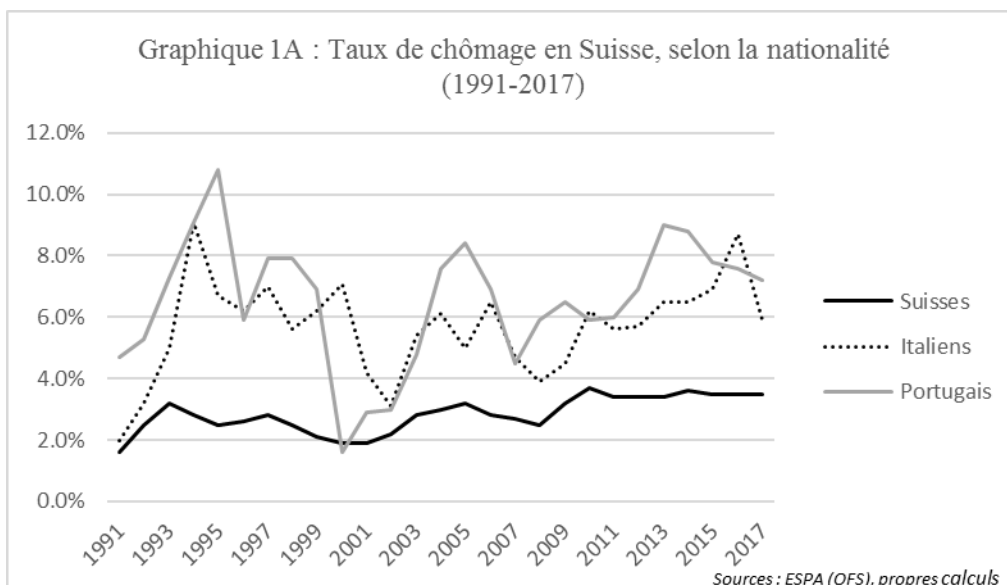
Avant de commenter les résultats du Graphique 1B, nous nous arrêtons un court instant sur le chômage des Allemand-e-s. Ce passage est nécessaire car la nationalité allemande joue en quelque sorte le rôle de catégorie de référence de

ce graphique. Ceci s'explique par le fait que le taux de chômage des Allemand-e-s est proche de celui des Suisse-sse-s sur la période, bien que légèrement supérieur. Cette « proximité » nous permet donc de comparer les Français-e-s et les Ex-Yougoslaves aux Allemand-e-s et de garder ainsi une cohérence dans nos analyses, qui se veulent comparatives. Le taux de chômage des ressortissant-e-s allemand-e-s se monte à 1.8% en 1991 et à 4% en 2017. Il est un peu plus fluctuant que celui des citoyen-ne-s suisses (volatilité de 1%). Durant les vingt-sept années d'observation, le chômage des Allemand-e-s est à neuf reprises moins élevé que celui des Suisse-sse-s. La plupart du temps, ce sont des écarts très faibles de  $\pm 0.2$  à  $\pm 0.3$  points de pourcentage. En 2000, le taux allemand est à son plus bas niveau avec 0.7%, c'est-à-dire 1.2 points de pourcentage inférieur au taux des Suisse-sse-s. 1997 est l'année où l'écart entre le taux de chômage des deux nationalités est le plus élevé, avec un taux allemand supérieur au taux des Suisse-sse-s de 2.5 points de pourcentage. C'est aussi l'année où le taux de chômage des Allemand-e-s est à son plus haut niveau avec 5.3%.

Le taux de chômage des Français-e-s se caractérise par de nombreuses fluctuations (volatilité de 2.5%). Mise à part en 1999 et en 2002 où il est inférieur respectivement de 1.2 et de 1.6 points de pourcentage, le taux de chômage des Français-e-s est plus élevé que celui des Allemand-e-s. L'écart entre les deux taux est à son maximum en 1998 où le taux des Français est à 11.7% et celui des Allemand-e-s à 2.2%. Soulignons que c'est lors de cette année que le taux de chômage des citoyen-ne-s français est le plus élevé. En 2001, les deux taux sont identiques avec 2.2% pour les Français et 2.1% pour les Allemand-e-s. En 1991, le taux français est de 1.8 points de pourcentage plus élevé que le taux allemand. Cet écart s'accroît jusqu'en 1993, avec un premier pic à 7.1% du taux chômage des Français-e-s et qui se rétracte jusqu'à 3.7% en 1995. Ensuite, le taux français repart à la hausse pour atteindre son plus haut niveau en 1998. En 1999, il descend brusquement jusqu'à 2.2%, qui est son niveau le plus bas observé entre 1991 et 2017. Quelques années de stabilité vont suivre entre 2000 et 2002 avec un taux oscillant entre 2.4% et 2.6%. Dès 2003, le taux des Français-e-s va débiter une phase de hausse, entrecoupée d'une baisse à 3.6% en 2007, jusqu'à atteindre 8.3% en 2010. Les six années suivantes voient le taux baisser lentement pour finalement se fixer à 5.6% en 2016. Sur la dernière année d'observation, le

taux de chômage des Français-e-s augmente fortement et est de 11.2%, deuxième niveau le plus élevé que nous obtenons sur notre période d'observation. Cette forte hausse doit toutefois être considérée avec précaution puisque l'échantillon de la population active des Français-e-s a été augmenté de près de 6% (avec les pondérations, cela équivaut à une hausse de 30%) en 2017. Cette augmentation s'est faite particulièrement sentir au niveau du nombre de chômeurs.

Entre 1991 et 2017, le groupe des Ex-Yougoslaves est le plus fortement touché par le chômage. Pendant les vingt-sept ans d'observation, le taux de chômage des Ex-Yougoslaves est systématiquement plus élevé que celui des Allemand-e-s. L'écart entre les deux taux enregistre son plus haut niveau en 1997 avec 11.6 points de pourcentage. A l'inverse, l'écart le plus faible est de 1.9 points de pourcentage et il remonte à 1991. Pendant ces années, l'écart entre les deux groupes s'est maintenu à un niveau élevé avec néanmoins des différences contenues en 2001 et 2002, avec respectivement un différentiel de 3.4 et de 3.2 points de pourcentage. Dès 1991, le taux de chômage des Ex-Yougoslaves commence son ascension, marquée par de nombreuses fluctuations (volatilité de 2.6%), pour finalement s'établir à 9.7% en 2017. Après avoir atteint 12.3% en 1994 et 12.6% en 1996, le taux des Ex-Yougoslaves monte jusqu'à 16.9%, qui est son niveau le plus élevé enregistré durant la période d'observation. Les quatre années qui suivent sont marquées par une baisse du taux qui se termine en 2001 à 5.5%, qui est le taux le plus bas depuis 1991. A partir de ce moment, il va repartir à la hausse en connaissant des fluctuations moins marquées qu'entre 1991 et 2001. En 2005, il atteint son deuxième plus haut niveau avec 12.4% avant de descendre jusqu'en 2008 (7.7%). Les neuf dernières années d'observation se caractérisent par une relative stabilité du taux des Ex-Yougoslaves (volatilité de 1% sur cette période).

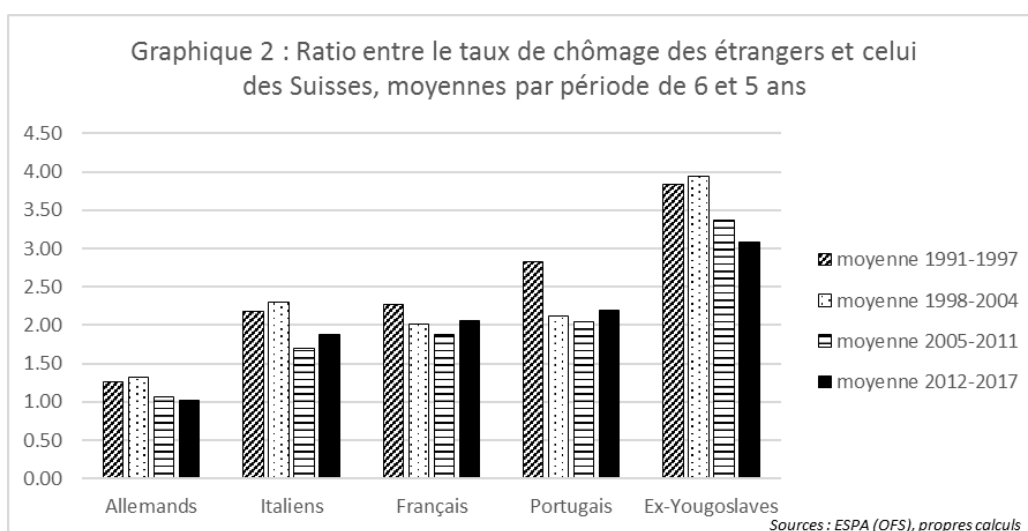


Si nous consolidons nos résultats, nous voyons que les catégories nationales ne sont pas touchées de la même manière par le chômage. Parmi les étrangers-ères, les Allemand-e-s restent les plus épargné-e-s a contrario des Ex-Yougoslaves. Toutefois, chacune de ces catégories a vu son taux de chômage augmenter entre 1991 et 2017.

La lecture de courbes sur vingt-sept ans peut s'avérer ardue. C'est pourquoi, nous présentons dans le Graphique 2 nos premiers résultats d'une façon standardisée en utilisant des ratios entre le taux de chômage des Suisse-sse-s et celui des cinq catégories d'étrangers-ères<sup>2</sup>. Nous avons divisé nos vingt-sept

<sup>2</sup> Un ratio de 1 signifie que le taux de chômage du groupe d'étrangers-ères est identique à celui des Suisse-sse-s. Un ratio supérieur à 1 signifie que le taux de chômage de la catégorie

années d’observation en quatre périodes : 1991 à 1997 ; 1998 à 2004 ; 2005 à 2011 ; 2012 à 2017. Pour chacune d’elles, nous avons calculé des taux de chômage moyens pour les six catégories avec comme objectif final de comparer les cinq groupes d’étrangers-ères aux Suisse-sse-s. En général, nous constatons que le taux de chômage des étrangers-ères tend à diminuer pour se rapprocher petit à petit de celui des Suisse-sse-s. En effet, les ratios baissent au cours des quatre périodes. Toutefois, de grandes différences existent. Pour la période 2012-2017, les Allemand-e-s ont un taux de chômage que nous pouvons qualifier d’identique à celui des Suisse-sse-s, avec un ratio de 1.02. Bien que tendanciellement à la baisse, les taux de chômage des autres groupes sont encore loin d’être au niveau du taux des Suisse-sse-s. Toujours pour la période 2012-2017, les Italien-ne-s ont un taux de chômage qui est près de deux fois supérieur à celui des Suisse-sse-s (ratio de 1.88). Les Français-e-s et les Portugais-e-s ont un taux moyen qui est deux fois supérieur aux Suisse-sse-s, avec respectivement des ratios de 2.06 et de 2.19. Le taux de chômage des Ex-Yougoslaves est quant à lui trois fois supérieur à celui des autochtones (ratio de 3.08).



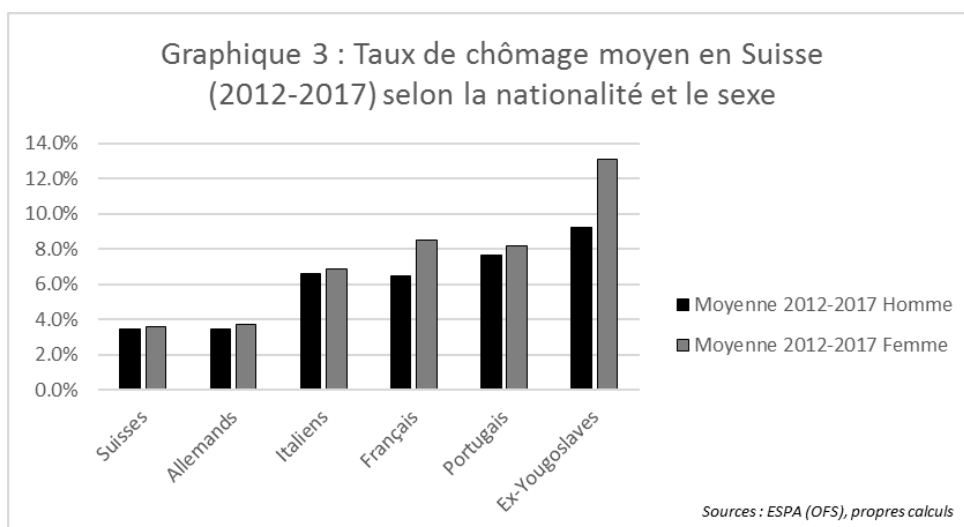
### 5.1.1 L'évolution du taux chômage selon la nationalité et le sexe

En Suisse, le taux de chômage moyen des hommes a été de 4.6% sur la période allant de 2012 à 2017. Celui des femmes s’est monté à 4.9%, soit 0.3 points de pourcentage de plus que les hommes. La tendance voyant les femmes avoir un

---

d’étrangers-ères est supérieur au chômage des Suisse-sse-s. Finalement, un ratio inférieur à 1 équivaut à un taux de chômage inférieur à celui des Suisse-sse-s.

taux de chômage moyen supérieur aux hommes se confirme parmi les cinq catégories étudiées. Néanmoins, nos données mettent en exergue des différences entre hommes et femmes à l'intérieur de ces catégories. Le Graphique 3 montre que les Suisse-sse-s et les Allemand-e-s se caractérisent d'une part, par des taux de chômage inférieurs à la moyenne nationale -qui est de 4.6% pour les hommes et 4.9% pour les femmes- et d'autre part, par des taux très proches entre les hommes et les femmes, bien qu'un peu plus élevés pour ces dernières. Les quatre autres catégories affichent des taux de chômage plus élevés que la moyenne de la Suisse. Les Italiennes ont un taux légèrement plus élevé, de 0.3 points de pourcentage, que leurs concitoyens (6.9% contre 6.6%). Parmi les Français-e-s, les femmes sont plus durement touchées par le chômage que les hommes, avec respectivement 8.5% et 6.4%. Les Portugaises affichent un taux moyen de 8.2% contre 7.7% pour les Portugais. Avec un taux de chômage de 13.1%, les femmes provenant des pays de l'Ex-Yougoslavie sont les plus durement touchées parmi nos cinq catégories. Les hommes de l'Ex-Yougoslavie connaissent un taux de chômage inférieur à leurs concitoyennes de près de 4 points de pourcentage.

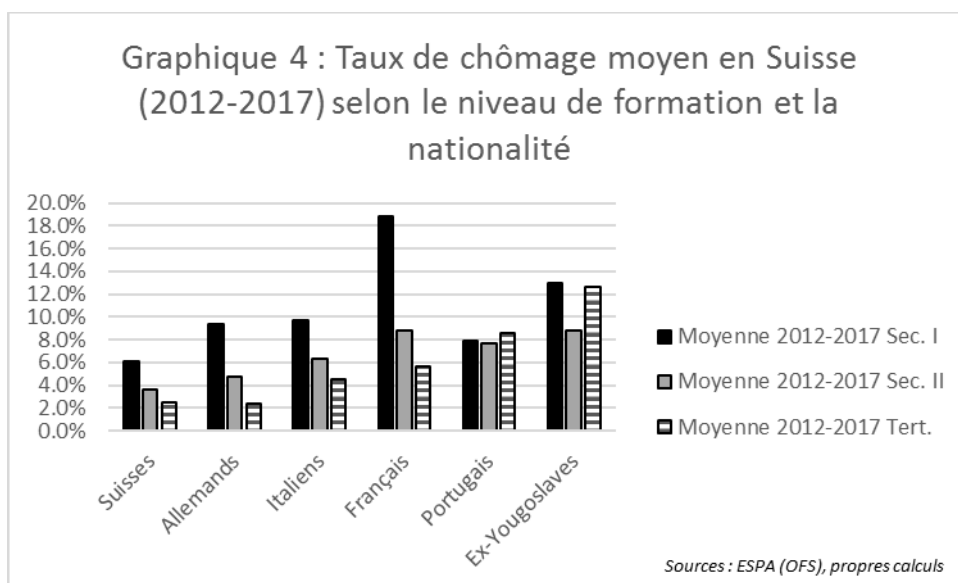


### 5.1.2 L'évolution du taux chômage selon la nationalité et le niveau de formation

A un niveau agrégé, nos données montrent que le niveau de formation a un effet protecteur sur le risque de tomber au chômage. En effet, si nous prenons le taux de chômage moyen de 2012 à 2017, nous constatons que ce taux se monte à 8.5% parmi les individus ayant le Secondaire I comme niveau de formation le plus élevé, il est de 4.6% pour les personnes avec un diplôme du Secondaire II et de 3.4% pour les détenteurs d'un titre du Tertiaire. Si nous nous plaçons au niveau



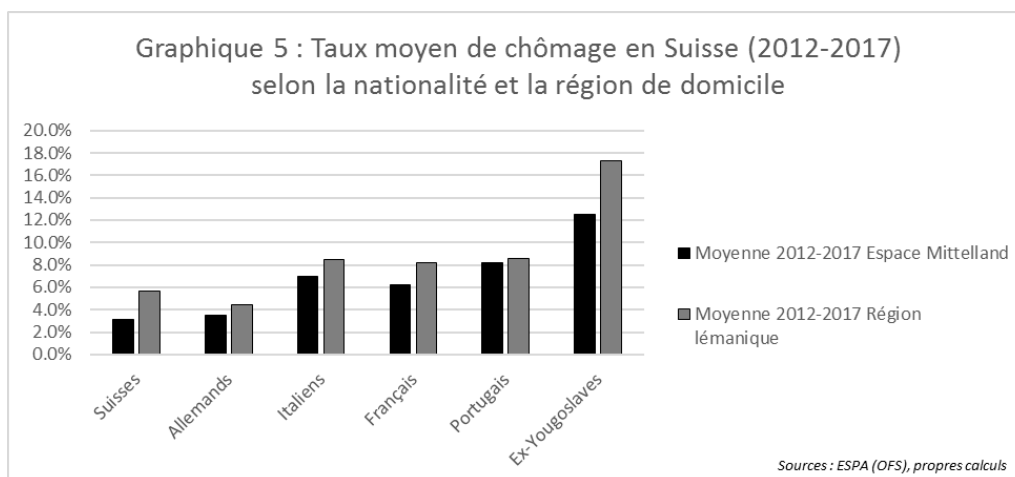
de nos six catégories nationales, nous obtenons une image un peu moins limpide (Graphique 4). Les ressortissant-e-s suisses, allemand-e-s, italien-ne-s et français-e-s suivent une tendance identique que celle du niveau agrégé. Nous relevons des taux de chômage moins élevés pour les Suissesses et les Suisses à tous les niveaux de formation. Il est à noter que les Italien-ne-s et les Français-e-s ont des taux de chômage parmi leurs diplômé-e-s du Tertiaire supérieurs à celui des Suisse-sse-s de respectivement 2 et 3.1 points de pourcentage. Les Portugais-e-s et les Ex-Yougoslaves n'entrent pas dans la même logique que les quatre premières catégories. En effet, ces deux groupes font face à des taux de chômage élevés parmi leurs diplômé-e-s du Tertiaire, respectivement de 8.6% et de 12.6%. Pour les premiers, ce taux est même plus élevé que celui d'individus avec moins d'années de formation (Secondaire I et II). Les Ex-Yougoslaves voient le taux moyen de chômage des leurs diplômé-e-s du Tertiaire se rapprocher de celui des individus ayant au maximum terminé l'école obligatoire.



### 5.1.3 L'évolution du taux chômage selon la nationalité et le lieu de domicile

Nous présentons dans le Graphique 5, le taux de chômage moyen pour le quinquennat 2012-2017 par nationalité et par lieu de domicile. Pour ce dernier, nous nous concentrons uniquement sur les régions du Mittelland et lémanique. Nous avons opéré ce choix car ce sont les deux régions qui ont des effectifs suffisamment grands pour les nationalités auxquelles nous nous intéressons. De 2012 à 2017, le taux moyen de chômage a été de 4.3% dans l'Espace Mittelland

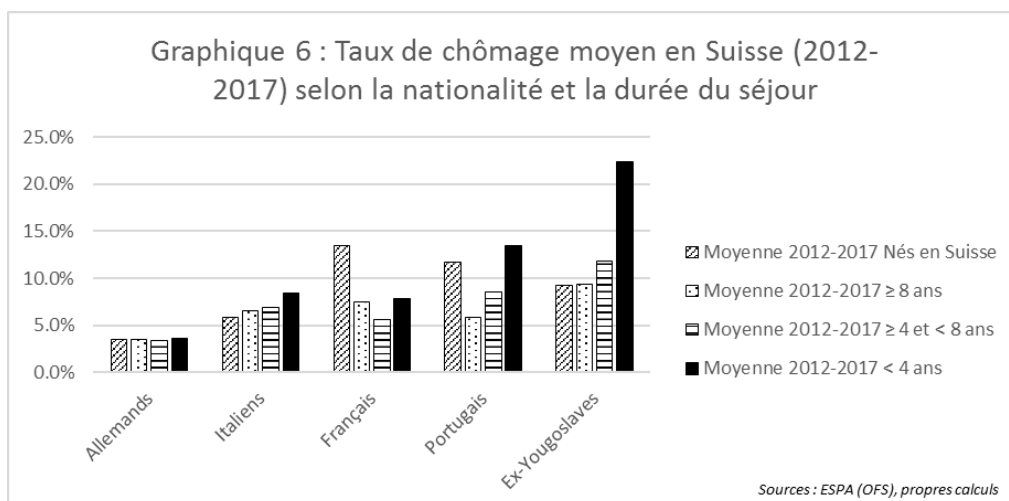
et de 7.4% dans la région lémanique. Il est à noter que cette dernière est la région de Suisse où le taux de chômage a été le plus élevé durant notre période d'observation. Nos six groupes nationaux ont connu des taux de chômage plus élevés dans la région lémanique que dans l'Espace Mittelland. Néanmoins, nous constatons les mêmes tendances au niveau régional qu'au niveau national, à savoir que les différentes nationalités ne sont pas touchées de la même manière par le chômage. Ainsi, les Suisse-sse-s et les Allemand-e-s ont les taux moyens de chômage les plus bas. A l'opposé, les Ex-Yougoslaves ont les taux les plus élevés. Le taux de chômage des Suisse-sse-s a été de 5.6% dans la région lémanique et de 3.1% dans l'Espace Mittelland, ce qui représente une différence de 2.5 points de pourcentage. Les Allemand-e-s ont des taux plus proches puisque l'écart est de 0.9 points de pourcentage entre leur taux de chômage dans les deux régions (4.4% contre 3.5%). Le différentiel dans les deux taux est de 1.5 points de pourcentage pour les Italien-ne-s et de 2 points de pourcentage pour les Français-e-s. Les Portugais-e-s connaissent des taux moyens de chômage relativement comparables entre les deux régions avec 0.4 points de pourcentage de plus en faveur du taux lémanique. Les Ex-Yougoslaves connaissent un taux de chômage de 17.3% dans la région lémanique, ce qui correspond à 4.8 points de pourcentage de plus que dans l'Espace Mittelland.



#### 5.1.4 L'évolution du taux chômage selon la nationalité et la durée du séjour

Le taux moyen de chômage des étrangers tend à varier selon la durée du séjour des ressortissant-e-s étrangers-ères. Au niveau agrégé, nos données montrent que lorsqu'un-e étranger-ère est né-e en Suisse ou plus longue la durée de son séjour

et moins grand est le taux moyen de chômage. En d'autres termes, cela suggère que le risque de chômage diminue plus les années passent. Le Graphique 6 compare les taux moyens de chômage des Allemand-e-s, des Italien-ne-s, des Français-e-s, des Portugais-e-s et des Ex-Yougoslaves. Les premiers-ères ont des taux de chômage remarquablement stables et aucune différence n'est visible entre le fait d'être né-e en Suisse ou d'y être arrivé-e il y a moins de quatre ans. Les citoyen-ne-s italien-ne-s ont un taux moyen de chômage ressemblant fortement à la tendance constatée au niveau agrégé : plus la durée du séjour est longue et moins le taux de chômage est élevé. Les taux de chômage français et portugais suivent des tendances quelque peu différentes. Dans le cas français, les individus étant nés en Suisse sont durement touchés par le chômage avec un taux de 13.5%. Le taux de chômage le plus bas (5.6%) se situe parmi les individus ayant séjourné en Suisse entre quatre et huit ans. En revanche, nous constatons des taux de chômage quasiment identiques entre les personnes vivant en Suisse depuis plus de huit ans et celles avec moins de quatre ans de résidence, avec des taux moyens respectivement de 7.5% et de 7.8%. Parmi les Ex-Yougoslaves, nous retrouvons une logique où plus la durée du séjour est longue et moins élevé est le taux de chômage. En particulier, notons le taux de chômage de 22.3% pour les individus étant arrivés en Suisse il y a moins de quatre ans.



### 5.1.5 Le taux de chômage selon le lieu d'obtention de la formation

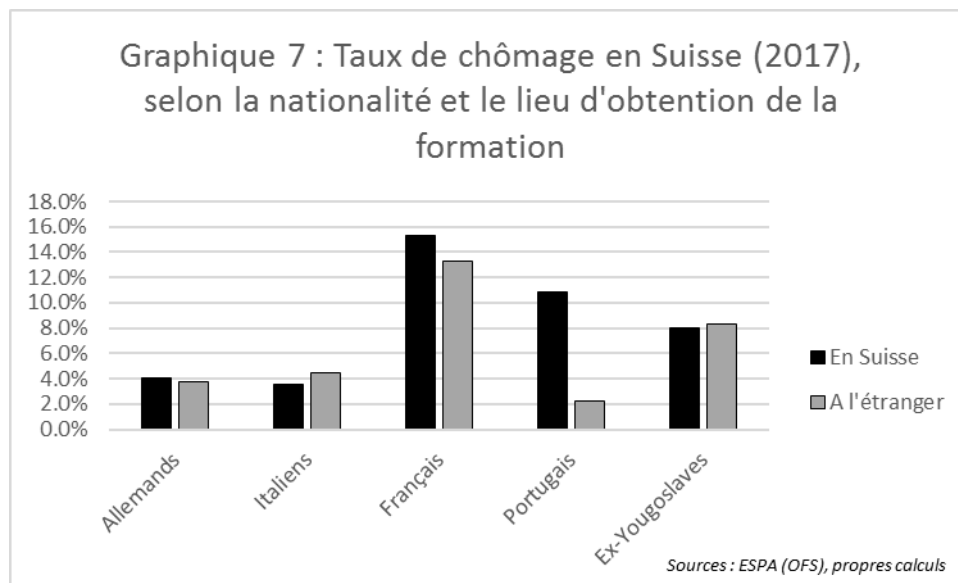
Nous insérons cette partie en fin de section car l'analyse qui suit a certaines particularités. Tout d'abord, elle se base sur le module « migration » dont les questions n'ont pas été posées lors de chaque vague de l'ESPA (OFS, 2017).

Ensuite, les questionnaires ont été administrés auprès d'un échantillon d'étrangers-ères et qui ne sont pas les mêmes personnes composant l'échantillon standard de l'ESPA. Finalement, nous présentons uniquement les résultats pour 2017 car la question composant la variable n'a pas été posée entre 2012 et 2016. Malgré ces spécificités, nous avons quand même décidé d'accorder quelques lignes décrivant le taux de chômage selon le lieu d'obtention de la formation. La raison principale sous-tendant notre décision est qu'il s'agit d'une variable identifiée par la littérature scientifique comme pouvant avoir une influence sur le taux de chômage de la population étrangère.

Pour l'échantillon 2017 des étrangers-ères, le taux de chômage se monte à 3.6% pour ceux ayant obtenu leur formation la plus élevée en Suisse. Pour ceux ayant acquis cette formation à l'étranger, le taux de chômage est de 7.5%, soit 2.9 points de pourcentage supérieur. Par conséquent, ce premier résultat est cohérent avec des recherches antérieures (p. ex., Sanromá & Ramos, 2008). En prenant en considération les cinq nationalités étrangères de notre étude, nous obtenons une image plus nuancée (Graphique 7). Les Allemand-e-s formé-e-s en Suisse affichent un taux de chômage supérieur de 0.3 points de pourcentage par rapport à celles et ceux formé-e-s à l'étranger. Parmi les Italien-ne-s, ce sont celles et ceux ayant été formé-e-s au pays qui ont un taux de chômage plus élevé, de 0.9 points de pourcentage par rapport à celles et ceux détenant un diplôme du système éducatif suisse. Les Français-e-s présentent des taux de chômage élevés, de 15.3% pour celles et ceux formé-e-s en Suisse et de 13.3% pour les diplômé-e-s à l'étranger. Les Portugais-e-s formés en Suisse sont touché-e-s par un taux de chômage (10.8%) beaucoup plus élevé que celui des citoyen-ne-s portugais-e-s ayant été formé-e-s au pays (2.2%). Les taux de chômage pour les Ex-Yougoslaves sont relativement proches avec des taux de 8%, pour une formation acquise en Suisse, et de 8.3%, pour un certificat non-suisse.

Pour terminer, nous tenons à souligner que les résultats présentés dans le paragraphe précédent font appel à une certaine prudence. Premièrement, nous avons basé nos analyses sur une seule année et uniquement sur cinq nationalités. Deuxièmement, il est primordial de mener des recherches ultérieures pour

comprendre, par exemple, les raisons qui amènent les membres des groupes nationaux formés en Suisse à avoir des taux de chômage si élevés.



## 5.2 L'effet de la nationalité sur le taux de chômage

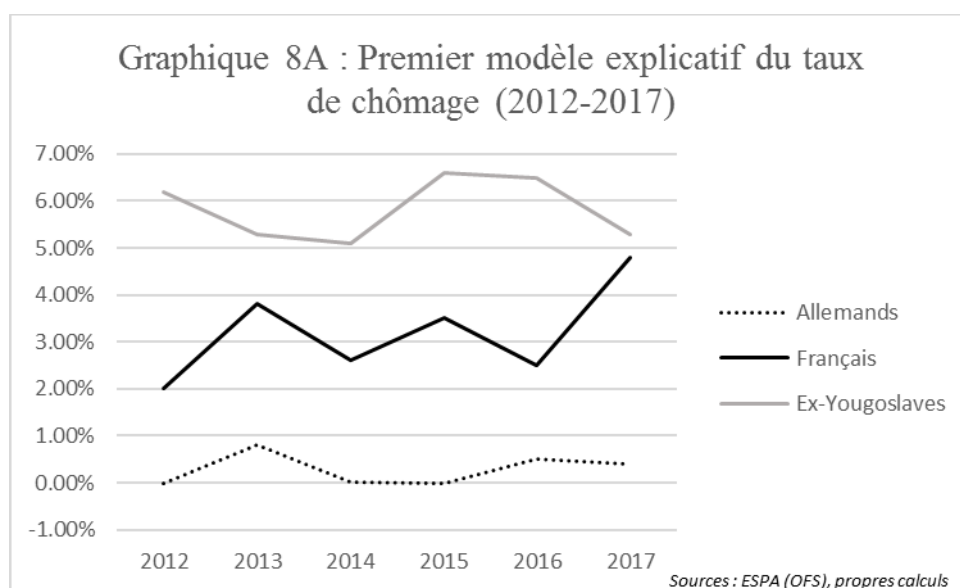
Dans cette partie, nous présentons les résultats de deux modèles linéaires de probabilités que nous avons appliqués aux années 2012 à 2017. Notre objectif est de connaître l'effet de la nationalité sur le taux de chômage. En prenant comme catégorie de référence la nationalité suisse, nous lui comparons les nationalités allemande, italienne, française, portugaise et ex-yougoslave. Notre but est de savoir (i) quelles nationalités ont un effet sur le taux de chômage, (ii) quel est le sens de l'effet, à savoir s'il est positif ou négatif, (iii) quelle est la force de cet effet.

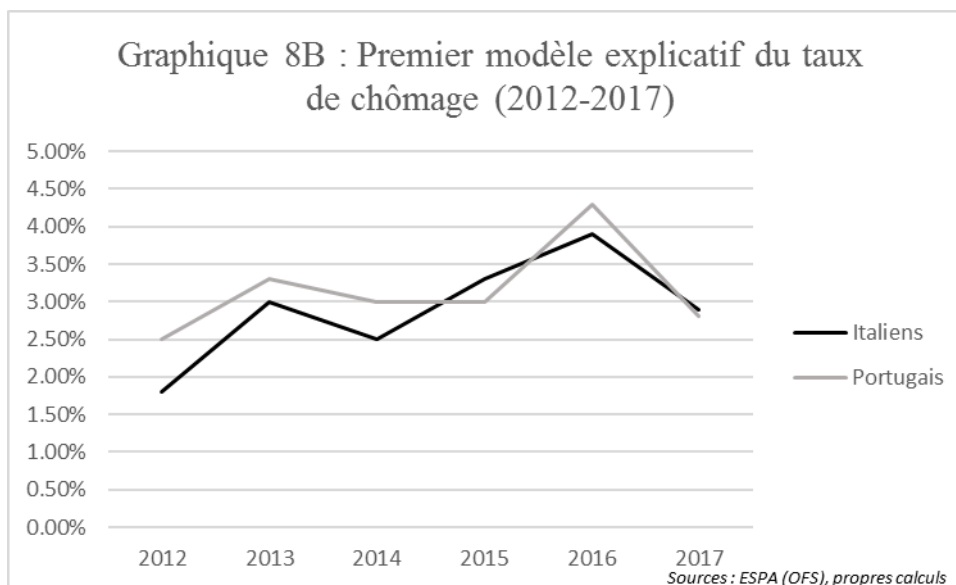
### *5.2.1 Premier modèle explicatif du taux de chômage*

Notre premier modèle (M1) inclut notre variable indépendante et deux variables de contrôle qui sont l'âge et le sexe. Les Graphiques 8A et 8B montrent l'effet de la nationalité et son évolution sur la période 2012-2017. Sont reportés les coefficients de chacune des nationalités<sup>3</sup>. Les résultats nous permettent de mettre en lumière trois tendances parmi les cinq groupes nationaux. Tout d'abord, nous constatons que les Allemand-e-s ne courent pas plus de risques que les Suisse-

<sup>3</sup> L'Annexe A récapitule les résultats de M1 sous la forme d'un tableau.

sse-s de connaître le chômage. A contrario, les ressortissant-e-s des quatre autres nationalités ont de plus grandes probabilités de se retrouver au chômage que les Suisse-sse-s. La deuxième tendance qui se dégage met en évidence que les Ex-Yougoslaves sont celles et ceux courant le plus grand risque de chômage. Par rapport aux Suisse-sse-s, leur probabilité de tomber au chômage oscille entre 5% et 6.6% sur les années 2012-2017. La troisième tendance est celle d'un risque de chômage certes plus élevé que les Suisses mais de moindre ampleur que pour les Ex-Yougoslaves. Dans cette catégorie, nous retrouvons les Italien-ne-s, les Français-e-s et les Portugais-e-s. Notons encore que nos deux variables de contrôle ont des effets significatifs dans l'explication du taux de chômage. Les coefficients standardisés indiquent que l'avancée en âge à un fort effet protecteur contre le chômage. Le sexe a un effet positif sur le risque de chômage mais dans une moindre ampleur que la nationalité. Ainsi, les femmes ont une probabilité légèrement supérieure aux hommes de connaître le chômage (Annexe C).



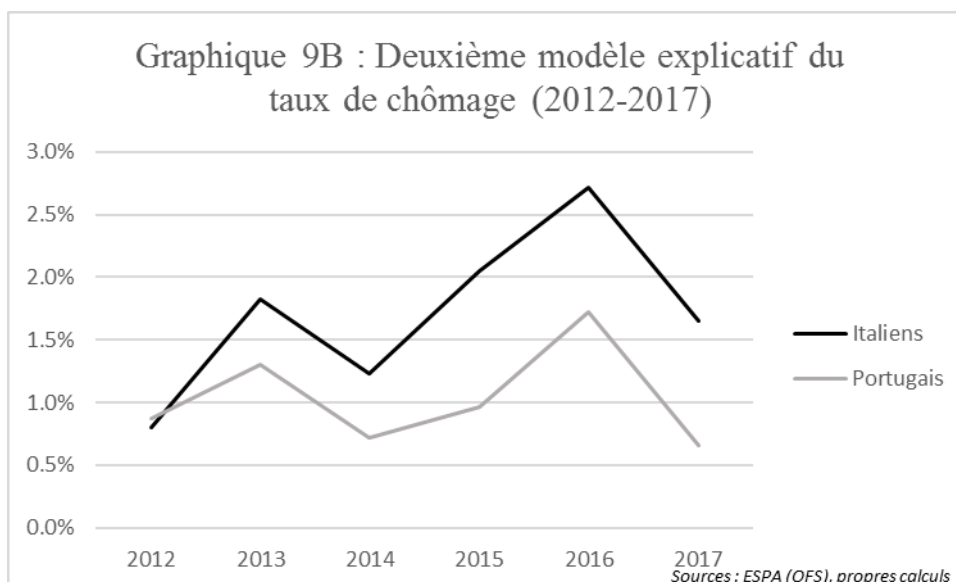
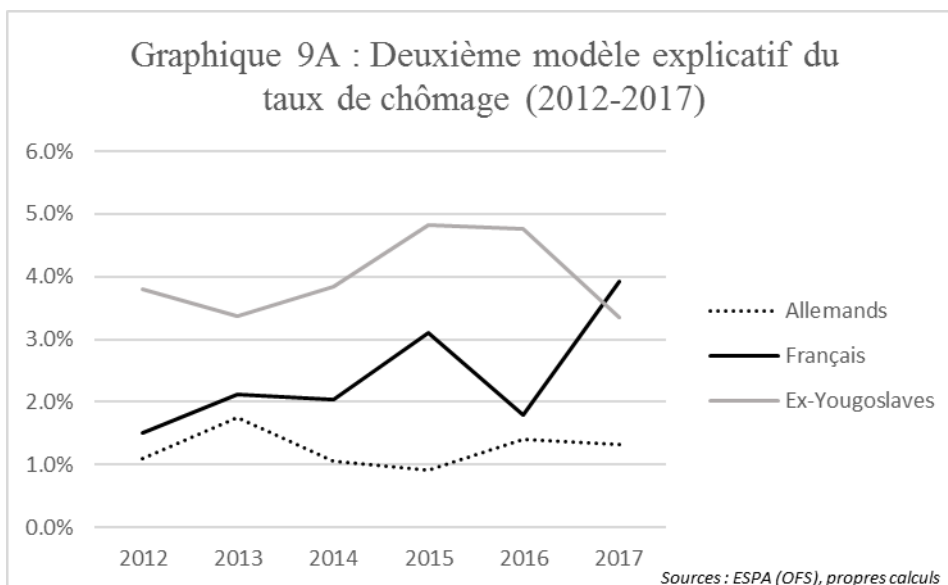


### 5.2.2 Deuxième modèle explicatif du taux de chômage

Dans notre deuxième modèle (M2), nous ajoutons à M1 les variables du niveau de formation, de la profession, du secteur d'activité et du domicile. Les Graphiques 9A et 9B affichent l'évolution des coefficients des cinq groupes d'étrangers-ères<sup>4</sup>. Pour quatre des cinq nationalités, nous constatons que l'intensité de l'effet de notre variable indépendante baisse. Les Portugais-e-s, les Français-e-s, les Italien-ne-s et les Ex-Yougoslaves sont concernés par cette tendance baissière. Avec l'ajout des autres variables de contrôle, les Allemand-e-s voient leur risque de chômage, et c'est l'un des principaux enseignements de M2, augmenter et se détacher légèrement de celui des Suisse-sse-s. 2013 est l'année où les citoyen-ne-s allemand-e-s s'écartent le plus des Suisse-sse-s avec une probabilité de 1.8% supérieure aux Suisse-sse-s de devoir affronter le chômage. Relevons toutefois que les Allemand-e-s ont toujours un moindre risque de connaître le chômage que les Italien-ne-s, les Français-e-s et les Ex-Yougoslaves. En revanche, les Portugais-e-s présentent globalement un risque de chômage moins élevé que les Allemand-e-s. Sur les six ans que nous couvrons, les ressortissant-e-s lusitanien-ne-s affichent une probabilité supérieure d'être au chômage que les Suisses de 0.7% en 2014 et en 2017. Cette probabilité est la plus élevée en 2016 avec 1.7%. Les Italien-ne-s voient leur probabilité d'être touchés par le chômage évoluer entre 0.8% (en 2012) et 2.7% (en 2016). La situation des Français-e-s est un peu plus difficile avec des

<sup>4</sup> L'Annexe B récapitule les résultats de M2 sous la forme d'un tableau.

probabilités de chômage supérieures à celles des Suisse-sse-s et qui sont comprises entre 1.5% et 3.9%. L’insertion de variables supplémentaires a donc permis de faire diminuer l’effet de la nationalité pour les Ex-Yougoslaves. Néanmoins, elles et ils enregistrent toujours un risque de chômage plus élevé que les autres nationalités. Ainsi, en 2015 et en 2016, ils et elles ont une probabilité supérieur de 4.8% à celle des Suisse-sse-s de connaître le chômage. Durant la période d’observation, le niveau le plus bas de cette probabilité est de 3.4% en 2013.



Afin de connaître l’effet de la nationalité comparé à celui des autres variables de M2, nous avons standardisé les coefficients de chacune d’elles (Hair & al., 2010). Les résultats complets sont disponibles dans l’Annexe C. En 2012, les



variables significatives ayant un effet accroissant le risque de chômage sont le fait de travailler dans le secteur des services aux particuliers (coefficient de 0.05), de vivre dans la région lémanique (0.04), d'avoir la nationalité française ou Ex-Yougoslave (0.03) ou encore de vivre au Tessin (0.03). A l'inverse, les variables statistiquement significatives et tendant à diminuer les risques de chômage sont l'avancée en âge (-0.02) et un emploi dans le secteur de l'agriculture (-0.01).

En 2013, les variables ayant le plus fort effet sur le risque de chômage sont la nationalité ex-yougoslave (0.04), habiter dans la région lémanique (0.04), travailler dans les services aux particuliers (0.03), la nationalité italienne (0.03), exercer la profession de commerçant-e (0.02) et vivre au Tessin (0.02). A l'opposé, un niveau de formation tertiaire (-0.04) ou encore un âge plus élevé (-0.03) réduisent le risque de chômage.

En 2014, nous retrouvons un effet positif pour les Ex-Yougoslaves (0.04), les services aux particuliers (0.04), le secteur de la production (0.03), la profession de commerçant-e (0.03) et la nationalité française (0.03). L'âge exerce à nouveau un effet négatif sur le risque de connaître le chômage (-0.03) et il en va de même pour le lieu de résidence en Suisse centrale (-0.02).

En 2015, les services aux particuliers (0.04), la nationalité ex-yougoslave (0.04), la région lémanique (0.03), le secteur de la production (0.02) et le lieu de résidence au Tessin (0.03) ont un effet positif sur le risque de chômage. L'âge est une fois de plus la variable ayant le plus fort effet protecteur sur le risque de chômage (-0.03). Vivre en Suisse centrale ou en Suisse orientale diminue aussi le risque, avec des coefficients de -0.01. Une formation tertiaire a également un effet négatif sur le risque de chômage (-0.02).

En 2016, une spécialisation dans les services aux particuliers ont le plus grand effet sur le risque de chômage (0.05). Il est suivi par la nationalité ex-yougoslave (0.03), par la région lémanique (0.03). Pour la première fois, avoir la nationalité allemande a un effet significatif, et positif, sur le risque de chômage (0.03). La nationalité italienne a aussi un effet positif (0.02). Parmi les facteurs protecteurs

du chômage, relevons une nouvelle fois le niveau de formation tertiaire et l'âge (-0.03).

En 2017, nous observons toujours les mêmes tendances. Du côté des facteurs ayant des effets positifs, nous avons à nouveau la nationalité ex-yougoslave (0.04), les services aux particuliers (0.04), vivre dans la région lémanique (0.04) ou au Tessin (0.03) et finalement, avoir une profession non qualifiée (0.03). Du côté des facteurs ayant des effets négatifs, le niveau de formation tertiaire présente un coefficient de -0.03. L'âge est une nouvelle fois un facteur tendant à réduire le risque de chômage (-0.03).

Si nous consolidons les résultats des coefficients standardisés, nous constatons que la nationalité ex-yougoslave et les services aux particuliers sont les deux variables qui reviennent le plus fréquemment dans l'explication du risque de chômage. Dans une moindre mesure, le lieu de résidence dans la région lémanique et au Tessin ont un effet positif sur le risque de chômage. Parmi les facteurs protégeant du chômage, l'âge et le niveau de formation tertiaire sont clairement les deux variables qui ont un effet négatif sur le risque de connaître le chômage.

### *5.2.3 La probabilité d'être au chômage prédite par le modèle 2*

Dans cette partie, nous reprenons les principaux enseignements du modèle M2 en les présentant sous la forme de prédictions quant au risque de connaître le chômage. Nous mobilisons certaines caractéristiques socio-démographiques telles que la nationalité, le niveau de formation et le lieu de domicile. Cela nous permet de combiner différentes variables et d'offrir une lecture plus intuitive. Surtout, en gardant les variables de contrôle constantes, nous pouvons avoir un aperçu de l'effet de la nationalité. En outre, cette façon de faire offre l'avantage de pouvoir faire dialoguer nos résultats avec la notion de distance sociale sur laquelle Ebner & Helbling (2016) ont travaillé pour la Suisse. Les deux chercheurs ont classé les différents groupes de migrant-e-s selon leur proximité géographique, leur langue et les similarités et les différences de leur système éducatif afin d'évaluer la distance sociale par rapport à la Suisse. Ces différentes dimensions produisent un indice qui indique le degré de distance sociale avec la

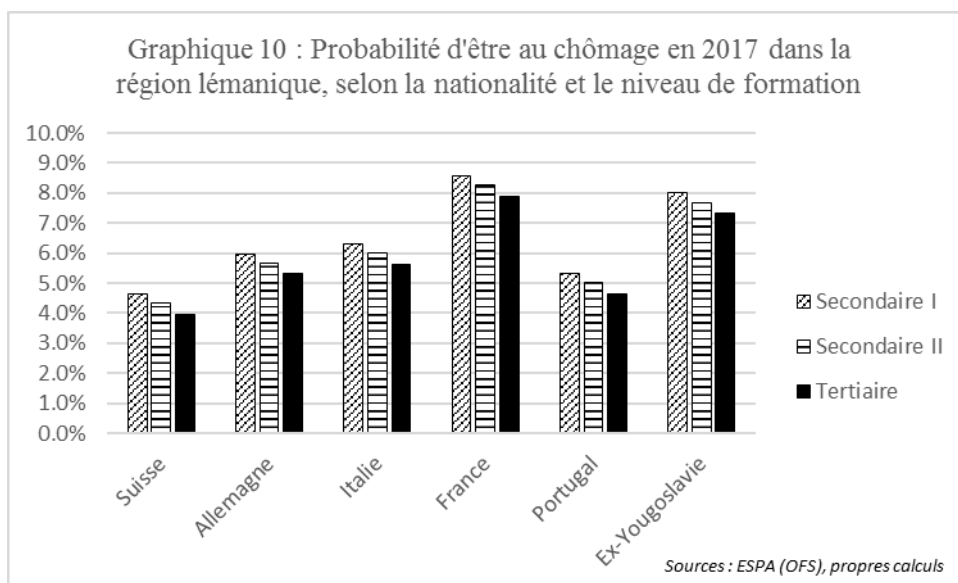
Suisse : basse, intermédiaire, haute, très haute. Ebner & Helbling ont obtenu les distances sociales suivantes :

- Allemagne = basse
- France et Italie = intermédiaire
- Portugal = haute
- Ex-Yougoslavie = très haute

Il est attendu que plus la distance sociale est élevée et plus l'intégration au marché du travail sera difficile (Ebner & Helbling, 2016). Notre modèle M2 a mis en exergue l'effet négatif du niveau de formation sur le risque de connaître le chômage. Il a aussi montré que le lieu de résidence, en particulier la région lémanique et le Tessin, peut augmenter la probabilité d'être au chômage. C'est pourquoi nous avons porté notre choix sur ces variables plutôt que sur d'autres. En outre, nous rappelons que leurs effets sur le taux de chômage ont été soulignés par des études antérieures.

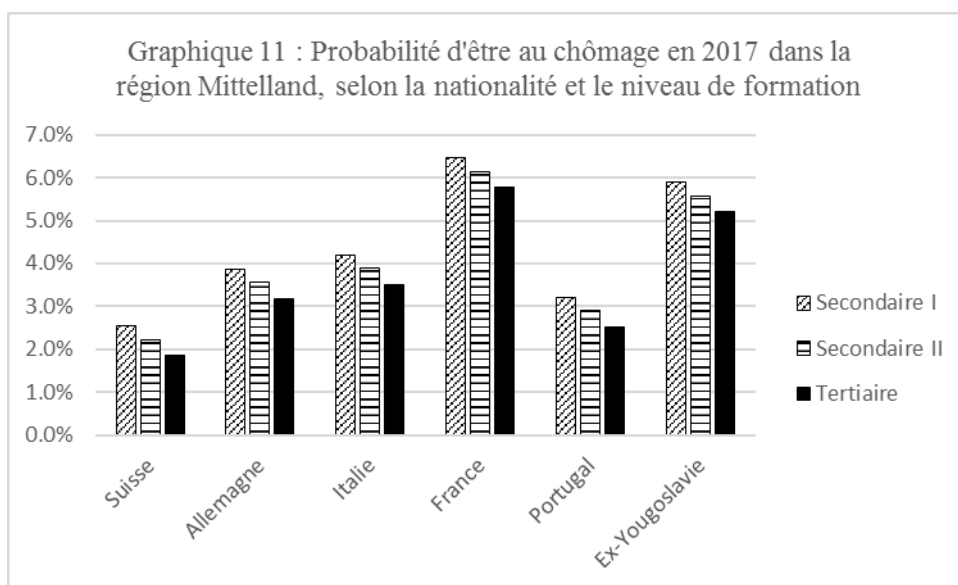
La Graphique 10 affiche la probabilité prédite de connaître le chômage dans la région lémanique en 2017 pour nos six nationalités. Pour l'ensemble d'entre elles, force est de constater le caractère protecteur du niveau de formation puisque pour chaque groupe, plus la formation est élevée et plus la probabilité est faible de tomber au chômage. En revanche, nous relevons des disparités inter-groupes, par exemple, un-e Suisse-ss-e ayant arrêté sa formation au sortir de l'école obligatoire a une probabilité moindre d'être chômeur-euse qu'un-e diplômé-e- du tertiaire d'une des cinq autres nationalités. Les Suisse-sse-s sont donc celles et ceux qui ont la probabilité la plus faible d'être touché-e-s par le chômage, avec 4.7% pour le niveau de formation secondaire I, 4.3% pour le secondaire II et 4% pour le tertiaire. Les Portugais-e-s représentent le deuxième groupe affichant le risque de chômage le plus bas (6%, 5.7% et 5.3%). En troisième position, nous trouvons les Allemand-e-s qui présentent une probabilité légèrement inférieure à celle des Italien-ne-s, avec pour les deux groupes des risques pour chaque niveau de formation tournant autour de 6%. Comparé-e-s aux autres nationalités, les Ex-Yougoslaves et les Français-e-s ont des probabilités de tomber au chômage relativement plus élevées. Les

probabilités des premiers-ères sont de 8%, 7.7% et 7.3%. Celles des deuxièmes sont de 8.6%, 8.3% et 7.9%. Les résultats que nous obtenons pour la région lémanique sont relativement contre-intuitifs par rapport à la notion de distance sociale puisqu'un groupe considéré comme éloigné culturellement, à savoir les Portugais-e-s, obtiennent des bons résultats en termes de participation au marché du travail. Au contraire, les Français-e-s sont les plus touché-e-s par le risque de chômage alors que leur distance sociale est considérée comme étant modérée.



Le Graphique 11 résume les résultats obtenus pour la probabilité d'être au chômage dans la région du Mittelland. Nous remarquons tout d'abord que l'ensemble des groupes nationaux ont des probabilités moindres de connaître le chômage que dans la région lémanique. En revanche, les tendances par catégorie sont ressemblantes à celles que nous avons observée dans la région lémanique : le niveau de formation diminue le risque du chômage. Néanmoins à des degrés divers selon la nationalité. Les Suisse-sse-s voient leur risque de connaître le chômage décroître de 2.5% à 1.9% en passant par 2.2% selon le niveau de formation. Les Portugais-e-s se distinguent une nouvelle fois par des probabilités de chômage moins élevées que les autres groupes nationaux. En particulier, nous constatons que la probabilité de chômage des Portugais-e-s au bénéfice d'une formation du secondaire I (3.2%) est, d'une part, identique à celle des Allemand-e-s titulaires d'un diplôme du niveau tertiaire, et d'autre part, inférieure aux diplômé-e-s du tertiaire provenant de l'Italie (3.5%), de l'Ex-Yougoslavie (5.2%) et de la France (5.8%). Pour chaque niveau de formation, les risques de

chômage des Allemand-e-s sont inférieurs de 0.3 points de pourcentage à ceux des Italien-ne-s. Les Ex-Yougoslaves et les Français-e-s affichent des probabilités de chômage beaucoup plus élevées que les autres catégories nationales. Par exemple, les Français-e-s issus du secondaire I ont une probabilité d'être au chômage de 4 points de pourcentage supérieure à celle des Suisse-sse-s ou de 2.3 points de pourcentage à celles des Italien-ne-s. Comme pour la région lémanique, nous remarquons que les résultats obtenus ne vont pas complètement dans le sens de la distance sociale.



## **6. Discussion et conclusion**

Dans le cadre de notre étude, nous nous sommes intéressés au chômage des étrangers-ères en Suisse sur la période allant de 1991 à 2017. Nous avons traité cette thématique en désagrégeant le groupe des étrangers en cinq catégories : les Allemand-e-s, les Italien-ne-s, les Français-e-s, les Portugais-e-s et les Ex-Yougoslaves. Plusieurs questionnements ont sous-tendu notre démarche.

Notre première question de recherche était de savoir comment le chômage de ces groupes d'étrangers a évolué durant la période d'observation. Nos résultats montrent que tant le chômage des Suisse-sse-s que celui des cinq autres nationalités ont augmenté. Force est de constater que les taux de chômeurs des groupes d'étrangers-ères ont été, de façon générale, plus élevés que celui des Suisse-sse-s. Ce premier enseignement confirme ce qui a été observé aux niveaux international et Suisse : les étrangers connaissent des taux de chômage plus élevés que les autochtones (p. ex., Drinkwater, 2017 ; Lalive & Lehmann, 2017). Notre étude met spécialement en exergue que cette différence est persistante car elle est observable depuis presque trente ans. Comme le laissait présager la littérature scientifique (p. ex., Haug, 2005 ; Wanner, 2004), les nationalités étrangères ne sont pas égales en matière de chômage. Les Allemand-e-s connaissent des performances sur le marché du travail plus ou moins similaires à celles des Suisse-sse-s. A l'opposé, les Ex-Yougoslaves sont particulièrement touchés par le chômage avec les taux plus élevés durant toute la période d'observation. Ce résultat vient s'ajouter à celui d'autres études montrant que ce groupe connaît des difficultés sur le marché du travail suisse (p. ex., Auer & al., 2019 ; Fibbi & al., 2006).

Notre première question de recherche avait aussi pour objectif de savoir comment le chômage des groupes d'étrangers-ères a évolué selon certaines caractéristiques socio-démographiques. Durant la période 2012-2017, pour tous les groupes observés, les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes. Les écarts entre les deux sexes sont relativement ténus au sein des groupes des Suisse-sse-s, des Allemand-e-s, des Italien-ne-s et des Portugais-e-s. Des écarts plus importants sont à signaler entre les Français et les Françaises et entre les Ex-Yougoslaves et leurs concitoyennes. Mise à part les Allemandes,

les autres étrangères connaissent des taux de chômage plus élevés que les Suissesses, ce qui va dans le sens des résultats obtenus par Milewski & al. (2018).

L'effet protecteur du niveau de formation contre le chômage (Drinkwater, 2017) est visible pour les Allemand-e-s, les Italien-ne-s et les Français-e-s. Dans leurs cas, plus le niveau de formation est élevé et moins haut est leur taux de chômage. Notons toutefois que ces taux ne sont pas égaux entre ces trois origines, ce qui laisse ouverte l'hypothèse d'une « rentabilisation du diplôme » différenciée selon les origines nationales (Diem & Wolter, 2014). Les Portugais-e-s et les Ex-Yougoslaves connaissent leur taux de chômage les plus élevés parmi leurs diplômé-e-s du tertiaire.

Nos analyses ont montré l'existence d'une association entre le taux de chômage régional et le taux de chômage à un niveau individuel. Nous nous sommes focalisés sur la région lémanique et sur l'Espace Mittelland. La première affiche le taux de chômage le plus élevé parmi les sept régions de Suisse. La deuxième connaît un taux de chômage plus faible, en moyenne de 3 points de pourcentage durant la période 2012-2017. Nos cinq nationalités étrangères (ainsi que les Suisse-sse-s) ont des taux de chômage plus élevés dans la région lémanique que dans l'Espace Mittelland, ce qui va dans le sens de la littérature scientifique soulignant l'influence du taux de chômage régional sur les probabilités individuelles d'être touché par le chômage (p. ex., Feld & Savioz, 2000).

Les Italien-ne-s et les Ex-Yougoslaves suivent une tendance identifiée lors de recherches antérieures, qui consiste en une diminution de leur taux de chômage au fur et à mesure que la durée de leur séjour en Suisse augmente (p. ex., Chiswick & al., 1997). En revanche, nous ne savons pas s'il y a un effet direct ou plutôt indirect par l'entremise d'autres variables (Thomsen & al., 2008). Pour les trois autres groupes, nous n'avons pas observé de telle tendance. Les Français-e-s et les Portugais-e-s se distinguant notamment par un taux de chômage élevé parmi leurs concitoyen-ne-s né-e-s en Suisse.

Notre deuxième question de recherche visait à connaître l'effet de la nationalité sur le taux de chômage. Nos modèles linéaires de probabilité ont montré que la

nationalité a un effet sur la probabilité d'être au chômage. Notre premier modèle souligne qu'entre 2012 et 2017, quatre des cinq groupes nationaux ont une probabilité plus élevée que les Suisse-sse-s de se trouver au chômage. Les Italien-ne-s, les Français-e-s, les Portugais-e-s sont concernés par cette tendance. Les Allemand-e-s sont relativement protégés du risque de chômage. Toutefois, ce premier modèle n'est pas suffisant pour expliquer un phénomène tel que le chômage (Cervený & van Ours, 2013).

L'introduction de variables supplémentaires dans notre deuxième modèle tend à faire baisser l'effet de la nationalité, sauf pour les Allemand-e-s qui, par rapport au premier modèle, voient augmenter leur probabilité de connaître le chômage. Néanmoins, les résultats obtenus soulignent que d'autres variables ont des effets plus forts (Annexe C). Toutefois, il apparaît clairement que les Ex-Yougoslaves courent un risque accru d'être confrontés au chômage durant le quinquennat 2012-2017. Être « spécialisé-e » dans les services aux particuliers (p. ex., hôtellerie et restauration) accroît la probabilité d'être chômeur-euse. Rappelons que ce secteur ressent fortement les variations du cycle économique et se caractérise par un besoin important de main-d'œuvre non qualifiée (Afonso, 2005). Vivre dans la région lémanique est également un facteur ayant un effet positif sur notre variable dépendante. Comme nous le mentionnions plus haut, des études ont observé l'existence de disparités régionales en termes de chômage et de leurs effets sur les probabilités individuelles de connaître le chômage (Cervený & van Ours, 2013 ; Drinkwater, 2017). Notre deuxième modèle fait clairement ressortir les effets protecteurs de l'avancée en âge contre le chômage, puisque chaque année supplémentaire diminue le risque de chômage. Finalement, et comme l'ont montré Auer & al. (2019), plus le niveau de formation est élevé et plus le risque de chômage se réduit. Ces résultats montrent que la nationalité ne permet d'expliquer qu'une petite partie du chômage.

Notre troisième question de recherche consistait à connaître les probabilités de chômage pour des individus vivant dans la région lémanique, avec des nationalités et des niveaux de formation différents. A compétences égales, les étrangers ont une probabilité systématiquement plus élevée d'être au chômage que les Suisse-sse-s. Après ceux-ci et celles-ci, les Portugais-e-s sont les



individus ayant les probabilités les plus faibles de connaître le chômage. Les Ex-Yougoslaves et surtout les Français-e-s sont les groupes avec les plus hautes probabilités de chômage. De manière générale, la différence observée entre les Suisse-sse-s et les étrangers-ères génère essentiellement deux questions : est-ce qu'il y a un problème de transférabilité du capital humain ? Est-ce que des discriminations liées à la nationalité sont présentes ?

Le premier apport de notre étude est que nous avons opté pour une désagrégation du groupe des étrangers-ères en travaillant sur cinq nationalités en particulier. Nous avons pu ainsi voir que des différences existent entre les nationalités étrangères. Traiter celles-ci au sein d'un unique groupe aurait donné à voir une image ne correspondant pas à la réalité. En effet, les étrangers-ères vivant en Suisse constituent une population hétérogène puisque ces individus proviennent de différents pays, qui peuvent être culturellement, économiquement ou encore linguistiquement plus ou moins proches de la Suisse. Ces facteurs peuvent avoir des répercussions sur les performances sur le marché du travail. Le deuxième apport de notre recherche est que nous avons observé l'évolution du taux de chômage de ces différentes nationalités sur une période de vingt-sept ans et avons pu constater que le chômage plus élevé des étrangers-ères est une problématique récurrente et touchant plusieurs nationalités.

Nous voyons au moins trois limites à notre étude. Ces limites sont autant de pistes de recherche à explorer dans le futur. Tout d'abord, nous avons dû opérer un choix quant aux nationalités à aborder. Par exemple, nous aurions souhaité nous intéresser au sort des Africain-e-s puisqu'en 2017, c'est le groupe ayant le taux de chômage le plus élevé en Suisse. Pour des questions liées à l'effectif de ce groupe, l'observer sur plus de vingt-cinq ans posait un problème d'extrapolation et nous avons préféré nous recentrer sur des populations numériquement plus importantes. Nos résultats ne sont donc pas représentatifs de tous les étrangers-ères au chômage en Suisse. Ensuite, nous aurions souhaité étudier plus en profondeur la question de la transférabilité du capital humain mais les données à disposition ne nous ont pas permis de le faire. En particulier, nous avons renoncé à intégrer le niveau de langue pour des raisons d'opérationnalisation. En effet, les variables disponibles nous paraissaient trop

restrictives en termes d'effectifs et ne permettraient pas non plus de prendre en considération toutes les dimensions (oral, écrit, parlé) du « niveau linguistique ». Finalement, nous n'avons pas travaillé sur les termes d'interactions entre les différentes variables. Cela nous aurait offert l'occasion de savoir si les variables indépendante et de contrôle ont des effets directs ou indirects sur le taux de chômage.

Parmi les pistes de recherche pour le futur, nous pensons qu'il serait pertinent d'étudier les nationalités ayant des taux de chômage élevés. Nous évoquions dans le paragraphe précédent les Africain-e-s, mais nous pensons également que les Ex-Yougoslaves mériteraient une attention particulière car qu'est-ce qui explique que ce groupe soit touché d'une façon si importante par le chômage ? Est-ce qu'il s'agit d'une problématique liée à des formations non reconnues en Suisse ? Est-ce qu'il s'agit de la non-maîtrise d'une langue nationale ? Est-ce que cette population est victime de discrimination de la part des employeurs ? A l'avenir, nous pensons aussi qu'il serait intéressant de mener des études longitudinales afin de connaître le parcours des individus ayant connu au moins un épisode de chômage : quelle sont les différentes trajectoires ? Quelle proportion de ces personnes ne connaît qu'un seul épisode ? Au contraire, quel est le profil socio-démographiques de celles et ceux faisant des allers-retours réguliers entre chômage et emploi ? Finalement, l'introduction de variables contextuelles et institutionnelles nous semble être une piste importante. Nous pensons principalement à la prise en considération de la conjoncture économique et de la politique migratoire.

## **Bibliographie**

- Afonso, A. (2005). When the Export of Social Problems Is No Longer Possible: Immigration Policies and Unemployment in Switzerland. *Social Policy & Administration*, 39(6), 653–668.
- Antonini, M. (2018). A New Typology to Describe the Regional Differences in Swiss Labor Markets. *Swiss Journal of Sociology*, 44(1), 35–58.
- Auer, D. (2017). *Language Roulette - The Effect of Random Placement on Refugees' Labour Market Integration*. Neuchâtel: NCCR for migration and mobility studies.
- Auer, D., Bonoli, G., & Fossati, F. (2016). Why do immigrants have longer periods of unemployment ? Swiss evidence. *International Migration*, 55(1), 157-174.
- Auer, D., Bonoli, G., Fossati, F., & Liechti, F. (2019). The Matching Hierarchies Model: Evidence from a Survey Experiment on Employers' Hiring Intent Regarding Immigrant Applicants. *International Migration Review*, 53(1), 90-121.
- Basilio, L., Bauer, T., & Kramer, A. (2017). Transferability of Human Capital and Immigrant Assimilation : An Analysis for Germany. *Labour*, 31(3), 245-264.
- Bigotta, M. (2018). *Migration Policies and the Labour Market (PhD Thesis)*. Genève: Université de Genève.
- Bonoli, G., & Turtschi, N. (2015). Inequality in social capital and labour market re-entry among unemployed people. *Research in Social Stratification and Mobility*, 42, 87-95.
- Bonoli, G., Lalive, R., Oesch, D., Turtschi, N., von Ow, A., Arni, P., & Parrotta, P. (2014). *L'impact des réseaux sociaux sur le retour à l'emploi des chômeurs*. Bonn: IZA.
- Cervený, J., & van Ours, J. (2013). Unemployment of Non-Western Immigrants in the Great Recession. *De Economist*(161), 463–480.
- Chiswick, B. (2008). The economics of language: an introduction and overview, IZA Discussion Papers, No. 3568. Bonn: Institute for the Study of Labor (IZA). Retrieved from <http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:101:1-2008070230>
- Chiswick, B., & Miller, P. (2014). *International Migration and the Economics of Language*. Bonn: Institute for the Study of Labor (IZA).
- Chiswick, B., Cohen, Y., & Zach, T. (1997). The Labor Market Status of Immigrants: Effects of the Unemployment Rate at Arrival and Duration of Residence. *Industrial and Labor Relations Review*, 50(2), 289-303.
- Corréa, K.-P., Knüsel, R., & Le Goff, J.-M. (2017). La Suisse en panne de politiques de fin de carrière en entreprise. *Retraite et société*, 2(77), 17-44.
- De Coulon, A. (1998). Disparité régionale du chômage : population étrangère et courbe de Beveridge suisse. *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, 135, 165-186.
- Diem, A., & Wolter, S. (2014). Overeducation among Swiss university graduates: determinants and consequences. *Journal for Labour Market Research*, 47(4), 313–328.

- Drinkwater, S. (2017, July). *Why does unemployment differ for immigrants ?* doi:10.15185/izawol.376
- Ebner, C., & Helbling, M. (2016). Social distance and wage inequalities for immigrants in Switzerland. *Work, employment and society*, 30(3), 436–454.
- Feld, L., & Savioz, M. (2000). Cantonal and Regional Unemployment in Switzerland : A Dynamic Macroeconomic Panel Analysis. *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, 136(3), 463-483.
- Fibbi, R., Lerch, M., & Wanner, P. (2006). Unemployment and Discrimination against Youth of Immigrant Origin in Switzerland : When the Name Makes the Difference. *Journal of International Migration and Integration*, 7(3), 351-366.
- Flückiger, Y. (1998). The labour market in Switzerland : the end of a special case ? *International Journal of Manpower*, 19(6), 369-395.
- Flückiger, Y., & Vassiliev, A. (2002). Les raisons des différences de chômage entre Genève et le reste de la Suisse. *Swiss Journal of Economics and Statistics*, 138(4), 387-410.
- Haug, W. (2005, Août). First and Second Generation Migrants in the Labour Market : an Overview. *Migrants et marché du travail : Compétences et insertion professionnelle des personnes d'origine étrangère en Suisse*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.
- Imdorf, C., & Seiterle, N. (2015). La formation professionnelle dans le cadre des réseaux d'entreprises formatrices comme aide à l'intégration des jeunes issus de l'immigration. In G. Felouzis, & G. Goastellec, *Les inégalités scolaires en Suisse : école, société et politiques éducatives* (pp. 141-159). Berne: Peter Lang.
- Korpi, T. (2001). Good Friends in Bad Times ? Social Networks and Job Search among the Unemployed in Sweden. *Acta Sociologica*, 44, 157-170.
- Lalive, R., & Lehmann, T. (2017, Novembre). *IZA World of Labor*. doi:http://dx.doi.org/10.15185/izawol.402
- Lancee, B. (2012). The economic returns of bonding and bridging social capital for immigrant men in Germany. *Ethnic and Racial Studies*, 35(4), 664-683.
- Levasseur, S. (2008). Progrès technologique et employabilité des seniors. *Revue de l'OFCE*, 3(106), 155-184.
- Milewski, N., Struffolino, E., & Bernardi, L. (2018). Chapter 7 : Migrant Status and Lone Motherhood – Risk Factors of Female Labour Force Participation in Switzerland. In L. Bernardi, & D. Mortelmans, *Lone Parenthood in the Life Course* (pp. 141-163). Cham: Springer International Publishing.
- Murphy, E., & Oesch, D. (2018). Is Employment Polarisation Inevitable ? Occupational Change in Ireland and Switzerland, 1970-2010. *Work, Employment and Society*, 32(6), 1099-1117.
- Oesch, D. (2013). *Occupational change in Europe : how technology and education transform the job structure*. Oxford: Oxford University Press.
- Oesch, D., & Rodríguez Menés, J. (2011). Upgrading or polarization ? Occupational change in Britain, Germany, Spain and Switzerland, 1990–2008. *Socio-Economic Review*, 9, 503–531.

- Office fédéral de la statistique (OFS). (2018a). *L'ESPA en bref 2017. L'enquête suisse sur la population active*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (OFS).
- Office fédéral de la statistique (OFS). (2018b). *Indicateurs du marché du travail 2018*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (OFS).
- Office fédéral de la statistique (OFS). (2019, Février). *Démos 1/2019. Diversités et visibilité*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (OFS).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2014). *Santé mentale et emploi : Suisse, Santé mentale et emploi*. Paris: Editions OCDE.
- Piguët, E. (2013). *L'immigration en Suisse. Soixante ans d'entrouverture (3e éd.)*. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Sanromá, E., & Ramos, R. (2008). *The portability of human capital and immigrant assimilation: evidence for Spain*. Bonn: Institute for the Study of Labor (IZA).
- Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). (2018a). *Chômage des personnes âgées de 50 ans et plus (50+)*. Berne: Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR).
- Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). (2018b). *Chômage de longue durée*. Berne: Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR).
- Sheldon, G. (2010). Le marché suisse du travail depuis 1920 : les tendances à long terme. *La Vie économique*, 1(2), 15-19.
- Sheldon, G. (2015, Décembre). in a nutshell #1. *The Economic Impact of the Free Movement Agreement in Switzerland*. Neuchâtel, Suisse.
- Thomsen, S., Gernandt, J., & Aldashev, A. (2008). Language Usage, Participation, Employment and Earnings: Evidence for Foreigners in West Germany with Multiple Sources of Selection, ZEW Discussion Papers, No. 08-090. Mannheim: Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung (ZEW). Retrieved from <http://hdl.handle.net/10419/27567>
- Uhlendorff, A., & Zimmermann, K. (2006). *Unemployment dynamics among migrants and natives*. Bonn: Institute for the Study of Labor (IZA).
- Wanner, P. (2004). Intégration professionnelle des populations d'origine et de nationalité étrangères en Suisse. *Revue européenne des migrations internationales*, 20(1), 1-12.
- Wanner, P., & Steiner, I. (2018, Octobre). *Social Change in Switzerland*. doi:DOI: 10.22019/SC-2018-00007
- Wanner, P., Pecoraro, M., & Fibbi, R. (2005, Août). Femmes étrangères et marché du travail. *Migrants et marché du travail : Compétences et insertion professionnelle des personnes d'origines étrangères*. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.
- Warman, C., Sweetman, A., & Goldmann, G. (2015). The Portability of New Immigrants' Human Capital: Language, Education, and Occupational Skills. *Canadian Public Policy*, 41, S64-S79.
- Weber, S. (2006). Durées de chômage et nationalités : Une analyse empirique pour la Suisse. *Swiss Journal of Economics and Statistics*, 142(1), 147-193.

- Weins, C. (2010). Skills or Certificates? The Devaluation of Foreign Educational Credentials in the Swiss Labor Market. *Zeitschrift für Soziologie*, 39(2), 124-139.
- Widmer, L. (2005, Août). Chômage et population étrangère. *Migrants et marché du travail : Compétences et insertion professionnelle des personnes d'origine étrangère en Suisse*. Neuchâtel, Suisse: Office fédéral de la statistique.
- Yao, Y., & van Ours, J. (2015). *Language Skills and Labor Market Performance of Immigrants in the Netherlands*. Tilburg: Tilburg University.
- Zufferey, J., Wanner, P., & Fioretta, J. (2016). The impact of migratory flows on the Swiss labour market. A comparison between in- and outflows. *Migration Letters*(3), 411-426.

## Annexes

### Annexe A - Premier modèle explicatif du taux de chômage suisse (2012-2017)

	M1					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Constante	0.06 *** (0.00)	0.06 *** (0.00)	0.07 *** (0.00)	0.07 *** (0.00)	0.08 *** (0.00)	0.07 *** (0.00)
<b>Nationalité (réf. : Suisses)</b>						
- Allemands	-0.00 (0.00)	0.01 * (0.00)	0.00 (0.00)	-0.00 (0.00)	0.01 (0.00)	0.00 (0.00)
- Italiens	0.02 *** (0.00)	0.03 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.03 *** (0.00)	0.04 *** (0.00)	0.03 *** (0.00)
- Français	0.02 *** (0.00)	0.03 *** (0.01)	0.03 *** (0.01)	0.04 *** (0.01)	0.02 *** (0.01)	0.05 *** (0.01)
- Portugais	0.03 *** (0.00)	0.03 *** (0.01)	0.03 *** (0.01)	0.03 *** (0.01)	0.04 *** (0.00)	0.03 *** (0.01)
- Ex-Yougoslaves	0.06 *** (0.00)	0.05 *** (0.01)	0.05 *** (0.01)	0.07 *** (0.01)	0.06 *** (0.01)	0.05 *** (0.01)
<b>Âge (en années)</b>	-0.00 *** (0.00)	-0.00 *** (0.00)	-0.00 *** (0.00)	-0.00 *** (0.00)	-0.00 (0.00)	-0.00 *** (0.00)
<b>Sexe (réf. : homme)</b>						
- Femme	0.01 ** (0.00)	0.00 * (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.01 *** (0.00)
R2 ajusté	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02
Nombre d'observations	47'055	45'386	45'152	45'337	43'325	43'740

Sources : ESPA (OFS), propres calculs

\*\*\*  $p < 0.001$ , \*\*  $p < 0.01$ , \*  $p < 0.05$ . Modèle de probabilité linéaire.

## Annexe B - Deuxième modèle explicatif du taux de chômage suisse (2012-2017)

	M2					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Constante	0.03 *** (0.00)	0.03 *** (0.01)	0.03 *** (0.00)	0.03 *** (0.00)	0.04 *** (0.01)	0.02 *** (0.00)
<b>Nationalité (réf. : Suisses)</b>						
- Allemands	0.01 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)
- Italiens	0.01 * (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.03 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)
- Français	0.01 ** (0.01)	0.02 *** (0.01)	0.02 *** (0.00)	0.03 *** (0.01)	0.02 ** (0.01)	0.04 *** (0.01)
- Portugais	0.01 (0.00)	0.01 * (0.01)	0.01 (0.01)	0.01 (0.01)	0.02 ** (0.01)	0.01 (0.00)
- Ex-Yougoslaves	0.03 *** (0.00)	0.03 *** (0.00)	0.04 *** (0.01)	0.05 *** (0.01)	0.05 *** (0.01)	0.03 *** (0.01)
<b>Âge (en années)</b>	-0.00 *** (0.00)	-0.00 *** (0.00)	-0.00 *** (0.00)	-0.00 *** (0.00)	-0.00 *** (0.00)	-0.00 *** (0.00)
<b>Sexe (réf. : homme)</b>						
- Femme	-0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	-0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)
<b>Niveau de formation (réf. : Sec. I)</b>						
- Secondaire II	-0.00 (0.00)	-0.01 (0.00)	-0.00 (0.00)	-0.00 (0.00)	-0.01 * (0.00)	-0.00 (0.00)
- Tertiaire	-0.01 *** (0.00)	-0.01 *** (0.00)	-0.01 * (0.00)	-0.01 (0.00)	-0.01 *** (0.00)	-0.01 * (0.00)
<b>Profession (réf. : Prof. Intellectuelles)</b>						
- Directeur	0.00 (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 * (0.00)	0.01 * (0.00)	0.01 (0.00)	0.00 (0.00)
- Prof. Intermédiaire	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)
- Employé administratif	0.01 *** (0.00)	0.01 * (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 ** (0.00)
- Commerçant	0.01 ** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)
- Agriculteur	-0.00 (0.01)	-0.01 (0.01)	-0.01 (0.00)	-0.1 ** (0.00)	-0.01 (0.01)	-0.01 * (0.01)
- Métier de l'industrie	0.00 (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 (0.00)	0.01 * (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 ** (0.00)
- Conducteur et assembleur	0.02 *** (0.01)	0.01 ** (0.01)	0.02 *** (0.01)	0.01 ** (0.01)	0.01 (0.01)	0.00 (0.01)
- Prof. non qualifiée	0.02 *** (0.00)	0.00 (0.00)	0.01 ** (0.01)	0.02 *** (0.01)	0.01 (0.01)	0.01 * (0.01)
- Prof. Militaire	-0.01 (0.03)	-0.01 (0.03)	-0.02 (0.03)	-0.02 (0.04)	-0.02 (0.04)	-0.01 (0.03)
<b>Secteur (réf. : services sociétaux)</b>						
- Production	0.00 (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)
- Services aux particuliers	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)
- Services aux entreprises	0.01 (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 * (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.01 * (0.00)
- Divers	0.01 * (0.00)	0.00 (0.00)	0.01 * (0.00)	0.01 ** (0.00)	0.01 (0.01)	0.00 (0.00)
<b>Région de domicile (réf. : Espace Mittelland)</b>						
- Région lémanique	0.02 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)
- Suisse centrale	-0.01 * (0.00)	-0.01 ** (0.00)	-0.01 *** (0.00)	-0.01 ** (0.00)	-0.00 (0.00)	-0.00 (0.00)
- Suisse du Nord-Ouest	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	-0.00 (0.00)	-0.01 * (0.00)	0.00 (0.00)	-0.00 (0.00)
- Suisse orientale	-0.01 (0.00)	-0.00 (0.00)	-0.01 * (0.00)	-0.01 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)
- Tessin	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.01 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)	0.02 *** (0.00)
- Zurich	-0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	-0.00 (0.00)	0.00 (0.00)	0.00 (0.00)
R2 ajusté	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02
Nombre d'observations	46'415	44'825	44'493	44'632	42'701	43'137

Sources : ESPA (OFS), propres calculs

\*\*\* p &lt; 0.001, \*\* p &lt; 0.01, \* p &lt; 0.05. Modèle de probabilité linéaire.



## Annexe C : Coefficients standardisés du deuxième modèle explicatif du taux de chômage

	Coefficients standardisés					
	2017	2016	2015	2014	2013	2012
Constante	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>Nationalité</b> (réf. : Suisses)						
- Allemands	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.01</b>	<b>0.02</b>	<b>0.03</b>	<b>0.02</b>
- Italiens	<b>0.02</b>	<b>0.03</b>	<b>0.01</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.01</b>
- Français	<b>0.03</b>	<b>0.01</b>	<b>0.03</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.01</b>
- Portugais	0.01	<b>0.02</b>	0.03	0.01	<b>0.01</b>	0.01
- Ex-Yougoslaves	<b>0.03</b>	<b>0.04</b>	<b>0.04</b>	<b>0.04</b>	<b>0.03</b>	<b>0.04</b>
<b>Âge</b> (en années)	<b>-0.02</b>	<b>-0.03</b>	<b>-0.03</b>	<b>-0.03</b>	<b>-0.03</b>	<b>-0.03</b>
<b>Sexe</b> (réf. : homme)						
- Femme	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>Niveau de formation</b> (réf.: Sec. I)						
- Secondaire II	-0.01	<b>-0.02</b>	-0.01	0.00	-0.01	-0.01
- Tertiaire	-0.02	<b>-0.04</b>	-0.02	<b>-0.02</b>	<b>-0.03</b>	<b>-0.03</b>
<b>Profession</b> (réf. : Prof. Intellectuelles)						
- Directeur	0.00	0.01	<b>0.01</b>	<b>0.01</b>	<b>0.02</b>	0.01
- Prof. Intermédiaire	0.01	0.00	0.01	0.01	0.00	0.00
- Employé administratif	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	0.01	<b>0.02</b>
- Commerçant	<b>0.02</b>	<b>0.03</b>	<b>0.03</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>
- Agriculteur	<b>-0.01</b>	0.00	<b>-0.01</b>	-0.01	-0.01	0.00
- Métier de l'industrie	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.01</b>	0.01	<b>0.02</b>	0.01
- Conducteur et assembleur	0.00	0.01	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>
- Prof. non qualifiée	<b>0.01</b>	0.01	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	0.00	<b>0.03</b>
- Prof. Militaire	0.00	-0.02	-0.02	0.00	0.00	0.00
<b>Secteur</b> (réf. : services sociétaux)						
- Production	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.03</b>	<b>0.02</b>	<b>0.02</b>	<b>0.00</b>
- Services aux particuliers	<b>0.05</b>	<b>0.03</b>	<b>0.04</b>	<b>0.04</b>	<b>0.05</b>	<b>0.04</b>
- Services aux entreprises	<b>0.01</b>	0.00	0.01	<b>0.01</b>	<b>0.02</b>	<b>0.01</b>
- Divers	0.00	0.01	0.01	<b>0.01</b>	0.00	<b>0.01</b>
<b>Région de domicile</b> (réf. : Espace Mittelland)						
- Région lémanique	<b>0.04</b>	<b>0.04</b>	<b>0.02</b>	<b>0.03</b>	0.03	<b>0.04</b>
- Suisse centrale	0.00	0.00	<b>-0.02</b>	<b>-0.02</b>	-0.01	-0.01
- Suisse du Nord-Ouest	0.00	0.00	<b>-0.01</b>	0.00	<b>0.01</b>	0.00
- Suisse orientale	0.00	0.00	-0.01	<b>-0.01</b>	<b>-0.01</b>	0.01
- Tessin	<b>0.03</b>	<b>0.03</b>	<b>0.02</b>	<b>0.03</b>	0.02	<b>0.03</b>
- Zurich	0.01	0.00	0.00	0.00	<b>0.01</b>	0.00
R2 ajusté	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02
N	43'137	42'701	44'632	44'493	44'825	46'415

Sources : ESPA (OFS), propres calculs

Les coefficients en gras sont significatifs à  $p < 0.05$ . Modèle de probabilité linéaire.

